

Rédaction - Administration :  
2, rue Richard-Lenoir,  
93100 Montreuil.

Tél.: 808 00 81 à 84.  
Télex: PRENO A 211 628 F.

Edité par la SPN  
(Société de presse nouvelle).

Directeur de la publication: Alain Bobbio.  
Numéro de la Commission paritaire: 46722  
Imprimé par Rotographie.

# rouge

SAMEDI  
8 MAI 1976

Belgique: 15 FB • Suisse: 1 FS

Coordination nationale étudiante à Lyon

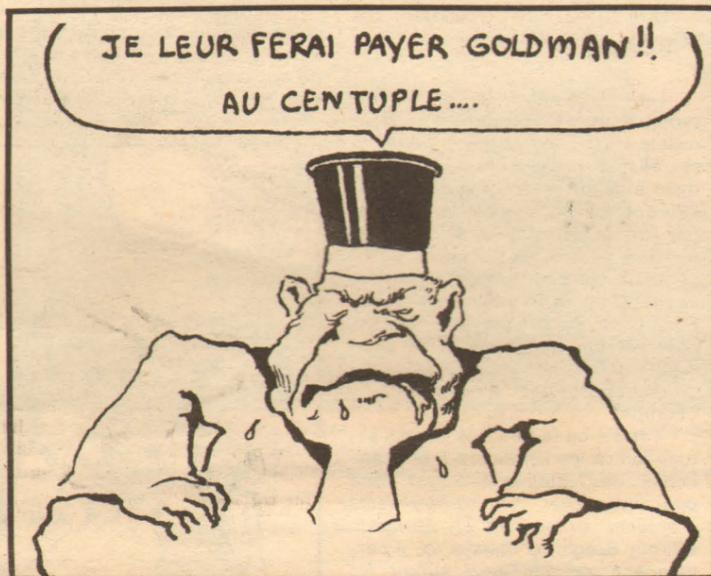
## LA GREVE POUR GAGNER LA BATAILLE DES EXAMENS

Près de trois cent délégués, plus de quatre-vingt universités représentées, vingt quatre heures de débats... La cinquième coordination nationale, réunie les 5, 6 et 7 mai à Lyon, a prouvé que la grève étudiante était toujours là. Elle a réaffirmé l'exigence d'abrogation de la réforme du deuxième cycle. En fixant de nouvelles perspectives, elle a voulu donner un nouveau souffle au mouvement. De prochaines batailles nécessitent la poursuite de la grève, à laquelle elle a appelé. Il s'agit en particulier des examens. Une semaine nationale

de passage des épreuves et le refus de toute pénalisation pour fait de grève sont exigés. Un collectif est mandaté pour réclamer une entrevue avec Saunier-Séité afin d'entendre ses réponses sur l'ensemble de ces questions. Par ailleurs, la plateforme revendicative a été complétée et l'organisation d'une table ronde nationale avec les travailleurs et les enseignants sur la formation est avancée. Le collectif est mandaté pour en discuter avec les syndicats.

Lire notre reportage page 5

## Scandaleux verdict hier à Paris XXIII<sup>e</sup> chambre correctionnelle 1 AN DE PRISON ! POUR DEUX ANTIFASCISTES



- Jacques Lahyani  
21ans, étudiant :  
1 an ferme
- Serge Mazoué  
21ans, ouvrier,  
militant CGT,  
1ans dont 4 mois  
avec sursis

Un an ferme pour Jean Jacques Lahyani (étudiant) et un an dont huit mois fermes pour Serge Mazoué (ouvrier cableur à la Thomson, militant CGT). Tel a été le verdict rendu par le tribunal de la 23<sup>e</sup> chambre correctionnelle, à l'encontre de deux jeunes anti-fascistes de Levallois. Douze mois de prison pour s'être défendus contre une agression de colleurs d'affiches fascistes de l'UNI, le 23 avril. Voilà ce qui, paraît-il, s'appelle la justice. Douze mois de prison sur la base des seuls témoignages de membres de l'UNI, témoignages par ailleurs passablement contradictoires. Il y a une semaine nos camarades avaient proclamé leur innocence. Ainsi, avaient-ils expliqué au tribunal que le 23 avril au soir, l'un d'entre eux avait déchiré une affiche de l'UNI. C'est à ce moment qu'un commando fasciste, armé, les avait pris violemment à partie. Peu après, la police arrivée sur les lieux interpellait les jeunes antifascistes. C'est au commissariat que les militants de l'UNI sont venus les « reconnaître ». Comment expliquer le fait qu'ils aient tous chargé Jean Jacques ? Ne serait-ce pas, ainsi que le déclarait M<sup>e</sup> Jouffa, parce que notre camarade est juif et a le type méditerranéen ? C'est donc la parole des fascistes qui aurait prévalu sur celles de Jean Jacques et de Serge.

Ce verdict est d'autant plus scandaleux qu'il confirme la volonté du pouvoir de laisser les bandes fascistes opérer dans la plus stricte impunité et encourager par là-même leurs agressions contre les travailleurs et les jeunes. Lundi une bande de nerfis ratonnait le boulevard Montparnasse et le boulevard Saint Michel, blessant grièvement plusieurs personnes, sans que, jamais la police, ne juge bon d'intervenir.

A Levallois, la riposte s'est engagée tout de suite. Une pétition réclamant la levée des inculpations a circulé très largement et recueilli plusieurs milliers de signatures. Ce week-end doit être constitué un comité pour la libération immédiate de Lahyani et Mazoué. Cette affaire concerne tout le mouvement ouvrier et démocratique et doit donner lieu à une campagne nationale très large pour faire céder le pouvoir et neutraliser ses supplétifs fascistes.

Leur appel passera dans deux mois. Ecrivez leur : Jean Jacques Lahyani n° d'écrou 183887 C 310  
Serge Mazoué n° d'écrou 183889 F 210  
Maison d'arrêt de la Santé 42 rue de la Santé, 75 014.

Dernière minute.

Des communiqués de protestation contre le verdict viennent d'être publiés par le PSU, Révolution !, la LCR et de son côté par la fédération de Paris du Parti socialiste.

## LES FEUX DE L'ENFER



Quelquepart dans le sud de l'Italie, le curé monta en chaire :

« Prions mes frères, car le mal est en nous. L'Anté-Christ, non content d'être parvenu à prendre la direction de nos villes, aspire aujourd'hui à devenir maître du pays. Nous ne devons pas nous laisser séduire par quelque compromis, par quelque action incompatible avec nos principes (\*). Notre Seigneur, dans sa miséricorde, dans son infinie bonté, dans sa très grande sagesse nous l'a rappelé par deux fois ces temps-ci.

Cette année, le sang de notre martyr Saint Janvier ne s'est pas liquéfié. Vous le savez : c'est là un signe de grand malheur. En 1528, ce fut la peste, en 1559, la famine, en 1833 et 1836 le choléra, en 1849, la fuite de Rome de notre chef spirituel Pie IX, en 1944, les bombardements américains... 1976 sera, je vous le dis, l'année de l'Anté-Christ !

Aujourd'hui encore, Notre Seigneur a bien voulu s'intéresser à notre destinée, et son doigt est venu nous montrer l'origine du mal, le Nord de notre pays ; et sa colère s'est abattue sur les pêcheurs. En vérité, mes frères, je vous le dis : parce qu'il est athé et prône la négation de Dieu le marxisme ne saurait donner prise à aucun compromis (\*). Ne laissez pas votre pays, ne laissez pas la capitale de notre très Sainte mère l'Eglise, tomber entre les mains de l'Anté-Christ. »

\* Phrases authentiques d'un communiqué du Vatican.

Lire nos informations page 3

## Interview de Kalidas Barreto, militant du PS portugais.

« Aux présidentielles, l'idéal serait un candidat imposé par le mouvement ouvrier »

Kalidas Barreto a adhéré au Parti socialiste en mai 1974 et était député du PS à la constituante pour le district de Leiria. Kalidas Barreto milite depuis bien plus longtemps. Dès 1969 il faisait partie de la commission de Leiria de « l'opposition démocratique » dans laquelle se retrouvaient des militants et sympathisants du PS et du PCP. En 1970, dans la clandestinité, il participe à la création de l'intersyndicale, ouvrier textile à Castanheira de Pera, dans la région de Leiria (au centre du Portugal), il est maintenant président des syndicats lainiers de sa ville et membre de secrétariat national de la fédération du textile qu'un récent congrès vient de constituer comme premier syndicat de branche au Portugal.

Kalidas Barreto ne figurait pas sur la liste des candidats du PS à l'assemblée de la république élue le 25 avril 1976. « Sancamento » (épuration) à gauche dans un parti où il faut savoir se taire plutôt que d'intervenir avec la fougue comme il le fit souvent à la tribune de la constituante ? Il répond avec un sourire : « je suis plus utile là où je suis ».

Kalidas, 45 ans, une grosse moustache barrant un visage jovial, se définit « avant tout comme un militant de la classe ouvrière. » C'est à ce titre qu'il a bien voulu répondre aux questions que nous lui avons posées pour Rouge, et en particulier à celles qui nous semblent décisives : son éventuelle candidature à la présidence de la République.

C.M.

● Rouge : on vient de connaître les résultats des élections pour le Portugal et les îles de Madère et des Açores. Qu'en pensez tu ?

Kalidas Barreto : Je suis évidemment satisfait. D'abord parce que le Parti socialiste est victorieux ; ensuite parce que c'est une victoire de la gauche, incontestablement. La défaite pour la droite est écrasante. Elle n'a plus qu'à mettre au rencart ses slogans électoraux « l'alternative 76 » du CDS, « Le Portugal est avec nous » du PPD ; le pays a clairement démontré, au contraire, qu'il était pour un projet socialiste. Il a dit qu'il ne voulait pas de retour au fascisme et que par conséquent il rejetait la droite.

La gauche a déjà 147 députés sur 259 (106 pour le PS, 40 pour le PCP, 1 pour l'UDP) et les votes de l'émigration qui ne sont pas encore arrivés pourront lui en ajouter un ou

deux, surtout en Europe.

● R : Tu dis que c'est une victoire pour la gauche, mais la direction du PS n'a pas souvent dit ces dernières semaines que le PCP était de gauche.

K.B. : Elle ne l'a jamais nié non plus. Elle a dit, il est vrai, que le PCP n'était pas démocratique. Et en effet, tout au long du processus révolutionnaire la direction du PCP a pris des positions incorrectes, a assumé des attitudes d'intransigeance et de sectarisme qui ont beaucoup nui à la révolution. Et on était sûr, après le 25 avril 74, que les conditions seraient propices pour transformer le pays en une espèce de « Commune de Paris » de gauche, démocratique. Mais au lieu de l'unité qui pouvait le permettre, on a offert à la droite le triste spectacle d'une dérive permanente et de la division.

lire la suite page 12

Après Kissinger, Schmidt...

Comment éviter la « catastrophe » consécutive à la participation des PC à des gouvernements d'Europe ?

## QUEL YALTA POUR L'EUROPE ?

Après Haig, Kissinger et Ford le chancelier social démocrate de RFA Helmut Schmidt affirmait à son tour le 15 avril dernier : « je n'aimerais pas voir le parti communiste au gouvernement à Paris ou à Rome ou ailleurs » et, dans le même discours, comparait le gaullisme au salazarisme.

Chirac prit 15 jours pour réfléchir avant de répondre que ces propos étaient « irréfutables ». Et le PCF de s'indigner de cette réaction tardive et modérée. Dans l'Humanité René Andrieu dénonce la « politique de démission nationale qui tend à ravalier notre pays à un rang de protectorat germano-américain » et dans le couplet incroyablement chauvin prend la défense du gaullisme : « les communistes qui ont combattu au côté du gaullisme contre Hitler trouvent parfaitement inadmissible l'assimilation de ce courant politique français au fascisme de Salazar ou de Franco ».

Concernant l'entrée des communistes au gouvernement en Europe l'argumentation de Schmidt diffère de celle du gouvernement américain : « On a vu des communistes parvenir au gouvernement, notamment au Portugal et en Islande et l'Alliance atlantique ne se sont pas effondrés pour autant ». Et l'arrivée de communistes au pouvoir « ne serait pas nécessairement une catastrophe ». Cependant Schmidt pose une condition : « Les pays dominés par les sociaux démocrates n'ont pas de partis communistes importants ». Autrement dit, pour éviter la catastrophe une seule garantie : la force des PS. « Vous avez des partis communistes importants là où les anciennes structures sociales ont été maintenues » précise-t-il en nommant, tout à tout, le Portugal, l'Espagne, l'Italie, et... la France gaulliste.

Tant pis pour l'UDR qui, pour-

suivant sur sa lancée répète à qui veut l'entendre que le PS est son « principal adversaire ». France-Soir titre « le torchon brûle entre Bonn et Paris ». Chirac souligne que c'est le gaullisme qui a tiré l'Allemagne fédérale de son isolement tandis que l'Elysée réaffirme de son côté que rien n'est changé en matière d'entente cordiale avec l'Allemagne de l'Ouest. Mais tous ces tous de passe passe diplomatiques n'effacent pas l'inquiétude des actuels gouvernements bourgeois face à une probable accession des PC à des gouvernements de coalition en Europe.

### L'exemple incertain du Portugal

Les dirigeants de la 2<sup>e</sup> Internationale d'Europe du Nord misent sur des « gouvernements socialistes homogènes » et seulement à défaut — en ce qui concerne l'Europe du sud — sur un appoint des communistes, à condition toutefois que toutes les garanties soient prises au niveau du rapport de forces. Face à la montée ouvrière en Europe, Schmidt trace ainsi empiriquement les conditions d'une politique « réaliste », sorte de compromis historique à l'échelle de l'Europe.

Il relaie ce faisant, les débats actuels entre les candidats à la présidence des Etats-Unis « tout faire pour empêcher les communistes d'accéder au pouvoir en Europe », affirme Reagan, « mais s'ils y parviennent, ne pas pour autant les rejeter de l'OTAN car ce serait les pousser à basculer définitivement vers la super-puissance soviétique » répond Carter.

L'exemple encore incertain a été avant-hier au centre du récent conseil des ministres du Conseil de l'Europe, présidé par l'Allemand

Genscher. Les 18 pays membres se sont « félicités des bonnes perspectives d'une rapide accession du Portugal au Conseil de l'Europe ». Le PC portugais avait renoncé à la dictature du prolétariat et à la rupture avec l'OTAN... On voit donc que sa participation au gouvernement n'a pas été une « catastrophe ».

Dans le même temps, en France, au cours du débat annuel de politique étrangère devant l'Assemblée nationale, Jean Sauvagnargues ministre des affaires étrangères déclare « il appartient aux français et à eux seuls de choisir les options de la France » — ce dont René Andrieu se félicite aussitôt dans son éditorial chauvin — mais réaffirme qu'on ne peut pas « nier que l'exercice des responsabilités gouverne-

mentales par les représentants d'un parti qui n'a cessé de dénoncer l'Alliance atlantique et de récuser notre force nucléaire compromettrait de sérieuses incidences sur l'équilibre des forces, donc sur la détente ».

Deux arguments éculés qui ne trompent plus personne : le PCF a révisé ses positions sur la force de frappe et le « programme commun » prévoit le maintien dans l'Alliance atlantique. En faisant référence et de façon positive à Helsinki et en réaffirmant que la « coopération avec

l'URSS est une composante majeure de la politique de nos deux pays », Sauvagnargues ne tient finalement pas un discours très différent des propos de Schmidt.

Nul doute qu'au cours de son petit déjeuner avec Giscard, hier matin, Kissinger n'aura pas manqué de poser cette question brûlante d'actualité : Quel prix faudra-t-il payer pour passer un marché avec l'URSS et le PC européens pour freiner endiguer et repousser la montée ouvrière.

G. Filoche

## TRIBUNE Internationale

### DECLARATION DE MOHAMED HARBI

Le 9 mars Ferhat Abbas, Benyoucef Benkhedda, Lajouel Hocine et Cheikh Kheireddine dénonçaient dans un appel au peuple algérien le régime du Colonel Boumedienne.

Pour la première fois, la bourgeoisie ose parler en son nom propre et revendiquer les libertés fondamentales. Ainsi les plaies bureaucratiques, inlassablement mises en évidence depuis une décennie par les seuls opposants de gauche, deviennent manifestes aux yeux de tous. L'illusion qui berçait nombre de bourgeois selon laquelle la fraction bureaucratique de la classe à laquelle ils appartiennent pouvait s'autoréformer, qu'il y aurait passage à froid, sous la direction des mêmes hommes, du despotisme à la démocratie a fait son temps.

Toutes les constructions des janissaires de la plume, ces marchands d'amulettes des temps modernes, pour accréditer l'idée que Boumedienne est menacé à cause de son radicalisme, achoppent sur une banalité : l'argent, la morgue, la suffisance et le mépris du peuple sont les valeurs les plus sûres de son régime.

Salué le 19 juin 1965 comme un sauveur par le parti des propriétaires, de la fortune et de la culture, dont les signataires de l'appel du 9 mars, Boumedienne a été poussé sur le devant de la scène pour juguler les luttes de classe, non pour les approfondir. Aux bourgeois, il dit : « enrichissez-vous mais laissez-moi le pouvoir » ; aux impérialistes, il dit : « Vous prenez la meilleure part du gâteau algérien, or c'est à ma classe qu'elle revient » ; aux ouvriers, il dit : « Développez la production et la productivité. Le reste ne vous regarde pas ».

Représentant du capitalisme d'Etat, le système qu'il a mis en place est fondé sur la division internationale du travail, tel que l'a institué le développement impérialiste, sur le droit de la bourgeoisie à l'existence et à l'enrichissement et sur le refus de toute autonomie et de toute liberté de la classe ouvrière. Les scandales de la société nationale de constructions mécaniques (SONACOME), de la société nationale des travaux du bâtiment (SONATIBA), de la société nationale de commercialisation des textiles et des cuirs (S.N.CO.TE.C), le fonctionnement de la SONATRACH, associée des sociétés privées américaines, l'escamotage de la deuxième phase de la réforme agraire révèlent clairement la dépendance de l'Etat algérien vis-à-vis de la bourgeoisie privée et de l'impérialisme. Dans un sens opposé la répression brutale des grèves des tramotins et des gratiers, le lourd silence qui entoure les enquêtes du Ministre du Travail sur la situation tragique des ouvriers dans les entreprises révèlent l'indépendance de l'Etat algérien à l'égard des masses populaires. Pour toutes ces raisons cet Etat est inévitablement voué aux luttes de clans, à l'anarchie et à la dégénérescence.

Les militants communistes qui élèvent la voix pour parer ce régime d'atouts progressistes ont pour devise réelle : « Périssent la classe ouvrière plutôt que nos schémas ».

L'expérience des hommes au pouvoir les incite à croire que le devenir du pays peut être façonné par la manipulation des forces sociales et une mise en condition des groupes politiques et des clans. Toute orientation, qui, à l'image de celle du parti communiste pro-soviétique PAGS, renonce à l'autonomie politique, paralyse les masses.

Les échecs du régime signifient que, seules les actions organisées et dirigées par les producteurs et les citoyens créent les conditions d'un progrès réel car, elles seules, leur apprennent à gérer leurs affaires d'une manière responsable.

De ce fait, la tâche principale est de mener les luttes sociales et politiques sous le drapeau d'une démocratie réelle et conséquente afin que notre peuple puisse librement exprimer ses aspirations. Cette tâche doit être menée en affirmant l'autonomie politique et organisationnelle des travailleurs. Ceux-ci doivent rassembler autour d'eux tous les opprimés des villes et des campagnes et chercher alliance avec ceux d'en-bas et non ceux d'en haut.

Agir pour isoler la bourgeoisie bureaucratique et en finir avec son monopole politique.

Le FLN est mort. Les travailleurs n'ont pas à le ressusciter. Ils doivent affirmer le mot d'ordre : classe contre classe, programme contre programme, afin que toute équivoque sur laquelle jouent les oppresseurs s'avère désormais impossible.

Alors seulement le socialisme cessera d'être un slogan pour devenir une perspective réelle.

Rome, le 12 avril 1976

Mohammed Harbi a été à la direction de la fédération de France du FLN, conseiller politique du président Ben Bella, rédacteur en chef de « Révolution africaine ». En France depuis 73, il a publié récemment un livre chez C. Bourgois : « Aux origines du FLN ».

## SAHARA OCCIDENTAL

deux coopérants français prisonniers du Front Polisario

### « Nos gardiens sont plutôt victimes d'une guerre qu'on leur a imposée... »

Les deux coopérants français prisonniers du Front Polisario depuis le 26 décembre dernier, Pierre Seguro et Jean Paul Dief, viennent d'être interviewés par un journaliste de TF 1. Ils ont tous deux déclaré qu'ils étaient bien traités par leurs gardiens, mais que quatre mois de désert cela correspond à quatre siècles, et, parfois, disent-ils, le moral craque, surtout quand ils pensent aux deux ans de

l'affaire Claustre dont tout le monde semble se désintéresser ». Ils rappellent par là le lamentable jeu qu'a mené le gouvernement français dans cette affaire, préférant ne causer aucune peine au président tchadien Tombalbaye, plutôt que de répondre favorablement aux exigences de la résistance tchadienne : politique impérialiste oblige ! Les deux coopérants ont ajouté : « nos gardiens sont plutôt victimes d'une

guerre qu'on leur a imposée, en ne tenant pas les promesses d'autodétermination votées par l'ONU », soulignant par là le bien fondé de la lutte de libération du peuple sahraoui. Cette déclaration ne va pas faire plaisir à Giscard, car elle va à l'encontre de la politique menée actuellement par l'impérialisme français dans la région. Plus, la responsabilité du gouvernement français est entière dans le massacre des Sahraouis. En effet, les camps dans lesquels s'était réfugiée la population sont bombardés systématiquement avec du napalm, livré par la France.

A la suite de l'accord signé en juin 75 entre le roi du Maroc et la France, celle-ci fournit massivement des armes à ce pays : napalm, chard, mirages F1, radars Thomson, hélicoptères (puma) de la SNIAS... On voit par là que les négociations pour la libération des deux coopérants s'annonce dure. D'autant plus que la France est partie prenante de la tentative d'isolement diplomatique de la République arabe sahraouie démocratique organisée par l'impérialisme mondial.

Quoi qu'il en soit le Front Polisario continue le combat militaire et il pourrait ainsi annoncer jeudi dans un communiqué que 73 soldats marocains avaient été tués au cours des affrontements qui se sont produits les 1<sup>er</sup> et 2 mai.

H. Vega

## TUNISIE-MAROC

### UNE POUSSEE DES LUTTES

• La situation sociale est extrêmement tendue à Tunis. Lundi dernier la ville a vécu toute la journée sans transports en commun à la suite du déclenchement d'une grève par les travailleurs. Cette lutte présente une importance particulière quand on sait qu'il y a trois ans, le succès de la grève des travailleurs des transports avait fortement contribué à pousser à la lutte une partie importante de la classe ouvrière tunisienne (Soretas, SNCFT, mines de Gafsa...)

par l'entrée en lutte de la jeunesse étudiante. Après les violentes bagarres qui ont éclaté entre étudiants et vigiles au foyer universitaire de Bardo, près de Tunis, faisant une trentaine de blessés, le mouvement étudiant se développe rapidement. A la faculté des sciences, une assemblée générale décrétait la grève des cours avant-hier. Dans les jours qui viennent, on s'attend à la généralisation de la grève dans le milieu étudiant.

• Grève des employés de banque au Maroc. A la suite de l'échec des négociations entre le syndicat et l'Association patronale des banques, les employés ont cessé le travail jeudi matin pour une grève de 48 H, le travail reprendra lundi prochain.

Jeudi, le trafic ferroviaire était à son tour complètement interrompu, au départ de Tunis, par une grève des cheminots. On peut se rendre compte de l'impact social de ces grèves, dans un pays où elles sont décrétées illégales,

## ITALIE

### LA GUIGNE

- Tremblement de terre • Attenta à la Fiat
- Nouveau complot découvert • Le maire de Rome démissionne

L'Italie du nord a été durement frappée jeudi soir par un fort tremblement de terre qui a été ressenti dans une grande partie de l'Europe occidentale. La préfecture d'Udine, région la plus touchée indique qu'il pourrait y avoir plusieurs milliers de morts et plus d'un millier de blessés, de nombreuses villes ayant été totalement ou partiellement détruites.

Mais l'Italie n'est pas seulement victime de sinistres d'origine naturelle. Un incendie d'origine criminelle a éclaté jeudi en fin de soirée aux usines FIAT de Mirafiori. Dans la nuit de mercredi à jeudi, les gardiens de l'usine avaient déjà découvert des mèches éteintes baignant dans des bacs d'huile à proximité des dépôts incendiés au cours de la nuit. Au début et à la mi-avril FIAT avait déjà été victime de deux incendies criminels. Le premier avait causé pour un milliard de liras de dégât.

La Fiat connaît d'autres ennuis. Dans un communiqué publié jeudi, le premier constructeur automobile italien reconnaissait avoir versé 200 millions de liras de « subventions » à l'ancien ambassadeur Edgardo Sogno, un des dirigeants du parti libéral arrêté la veille pour « tentative de coup d'Etat » et « tentative

d'enlèvement du Président de la République ». Neuf autres personnes sont impliquées dans ces activités factieuses qui se sont déroulées entre 1970 et 1974. Parmi les personnes soupçonnées et interrogées dans le cadre de l'enquête, figure un ancien ministre de la Défense, Rinaldo Ossola. Ancien membre du parti républicain, il a toujours été un des plus fermes défenseurs de l'instauration d'un « régime présidentiel » dans la péninsule.

Cependant, le principal événement est sans doute la démission du maire de Rome. A l'issue du conseil municipal de jeudi, M. Clelio Darida a annoncé sa démission afin de pouvoir être présenté comme candidat député aux élections du 20 juin, sous l'étiquette démocrate-chrétienne.

Les romains devront renouveler leur municipalité le même jour que les élections législatives. Pour la première fois aussi, si la poussée des votes en faveur du PCI se confirmait, les communistes italiens pourraient remporter ces élections municipales et gérer la capitale. Déjà la région du Latium s'est dotée en mars dernier d'un conseil régional à majorité socialo-communiste et présidé par un communiste Maurizio Ferrara.



Les grands patrons italiens s'agitent. à droite Giovanni Agnelli, patron de la Fiat.

(Mordenti)

## aux quatre coins du monde

### ARRESTATION SE SOUS OFFICIERS EN ITALIE

Trois sous officiers de l'armée italienne ont été arrêtés en incarcérés à la prison militaire de Peschiera del Garda à Milan, pour avoir participé le 25 avril dernier à une manifestation d'extrême-gauche, a annoncé jeudi soir dans un communiqué la Coordination démocratique des sous officiers. Les trois militaires arrêtés, Sergio Bertina, Franco Querze et Gian Polo Pedron, qui appartiennent au premier groupe d'artillerie montée, sont inculpés de « participation à une manifestation séditionnelle ».

AFP

### CHILI : 8 000 PRISONNIERS POLITIQUES 49 LIBERES

Quelques heures avant l'arrivée au Chili de William Simon secrétaire américain au Trésor, le ministère des Affaires étrangères de la junte chilienne a annoncé la libération de 49 prisonniers politiques dont deux anciens ministres du gouvernement Allende MM Anibal Palma, ancien ministre de l'éducation et Pedro Felipe Ramirez, ancien ministre des mines. Parmi les autres prisonniers élargis - ou qui le seraient dans les prochains jours - figurent l'ancien maire de Valparaiso, M. Sergio Vuskovic et le député Andres Sepulveda. Les personnes relâchées seraient autorisées à quitter le pays.

Le département d'Etat s'est bien entendu empressé d'accueillir avec « satisfaction » cette nouvelle, oubliant sans aucun doute qu'il reste plus de 8 000 prisonniers politiques dans les camps de la dictature chilienne.

### ALLEMAGNE : PAS DE JOURNAUX

Après l'échec des négociations salariales avec le patronat, les travailleurs du livre ont repris la grève générale interrompue le temps des négociations.

Vendredi seuls trois quotidiens régionaux sont parus et la grève était suivie par près de 100 % des ouvriers du livre.

A Reutlingen, 120 manifestants ont tenté d'empêcher la sortie d'une édition spéciale du journal local. La police est intervenue et a procédé à 30 arrestations. Le caractère massif de la grève comme l'intervention de Reutlingen pour empêcher la sortie d'un journal imprimé par les jaunes illustre la combativité des ouvriers du livre qui peuvent devenir un exemple pour l'ensemble des travailleurs allemands.

FIN

## LA DEMOCRATIE-CHRETIENNE OU L'USURE DU POUVOIR

Anna Libera

### 3/ PLUS DURE SERA LA CHUTE

La Démocratie-chrétienne, fondée à l'ombre du Vatican au lendemain de la guerre, s'est lancée dans une course à l'« occupation du pouvoir », plaçant ses membres à la tête de toutes les institutions et à la tête de tout le secteur de l'industrie publique. Elle se construit ainsi une base clientélaire qui devint à la fois le nouveau « ciment » de son

Pas une seule des réformes prévues par le centre-gauche n'a été menée à bien et le bilan de la « programmation » est une faillite totale.

Le « miracle industriel » portait en lui sa propre contradiction : l'augmentation du poids numérique et social de la classe ouvrière et des salariés, ainsi que l'élévation sans précédent du niveau culturel des masses travailleuses. L'obscurantisme catholique n'avait plus beaucoup de prise sur la conscience des masses prolétaires du Nord. La conscience de classe primait sur la conscience « chrétienne ». D'autre part, le boom industriel du Nord s'effectuait avec le main-fien parallèle de poches de misères, principalement dans le Sud du pays. L'incapacité du capitalisme à promouvoir un développement « harmonieux » allait apparaître clairement aux yeux des larges masses du Nord et du Sud, bien que cette compréhension ne se traduisit pas, au même rythme et dans les mêmes termes en lutte anti-capitaliste consciente.

### La crise du syndicalisme chrétien

Bien avant la grande explosion ouvrière de 1968/69, ce développement anarchique du capitalisme industriel qui se faisait au prix de la surexploitation des ouvriers dans les grandes usines et de la misère du Sud-réserve de main-d'œuvre bon marché, allait provoquer des modifications radicales dans le syndicalisme chrétien de collaboration de classe. Ceci devait marquer le début de la perte d'influence de la démocratie-chrétienne sur les masses ouvrières catholiques.

Paradoxe de l'histoire et giffle éclatante pour la Démocratie-chrétienne,

le syndicat dont elle avait stimulée, la formation avec l'appui des syndicats américains en 1948, allait devenir, moins de 20 ans plus tard, la pointe avancée de la lutte des classes dans les centres industriels, partie prenante du mouvement des conseils d'usine, défenseur du syndicalisme de base, et promoteur essentiel de l'unification syndicale.

Les luttes ouvrières qui éclatent en 1968 allaient déclencher un double processus : une radicalisation politique des masses ouvrières du Nord et l'entrée pour la 1<sup>ère</sup> fois des masses du sud dans la lutte dans une perspective anti-capitaliste. La présence massive des ouvriers immigrés du Mezzogiorno dans les grandes usines du Nord a largement contribué à gonfler l'opposition nord-sud, paysans-ouvriers, savamment entretenue par la démocratie-chrétienne. Dès 1972/73, le Sud est le témoin de luttes importantes : les grèves de l'Alfa-sud, les luttes et l'organisation des chômeurs. Si l'influence de la démocratie-chrétienne reste encore forte dans les zones les plus arriérées du sud, une large brèche est ouverte qui l'empêche de transformer le Mezzogiorno en bastion « blanc ».

### La DC à l'opposition à Milan, Turin, Rome, Bologne, Naples, Gènes, Florence

Ces bouleversements socio-politiques sont à la base de la victoire de la gauche lors des élections régionales de juin 1975. Alors que depuis 25 ans les oscillations de l'électorat se jouaient à 2/3 %, on assiste là à un déplacement de 8 % des voix en faveur de la gauche (dont plus de 6 % en faveur du PCI). A côté de l'effet « psychologique » que de tels résultats eurent sur la démoc-

cratie-chrétienne (qui gardait de justesse la majorité relative), un mouvement de fond de modification des alliances au niveau régional s'opéra. Au lendemain du 15 juin, cinq des sept plus grosses villes italiennes se retrouvent avec une « junte » rouge : Milan, Turin, Gènes, Florence, Bologne. Puis Naples et Rome voient une junte PS-PC se former et se doter de maires communistes. Ainsi les sept plus grosses villes du pays sont rouges ! Il faut bien comprendre la crise que cela provoque dans un parti qui vit de sa clientèle locale, qu'il entretient grâce à ces postes dans les gouvernements régionaux et communaux. Dans l'opposition, la DC doit faire de la politique pour gagner des voix et non plus vendre des faveurs. La conversion est difficile, sinon impossible.

Le réveil est dur d'autant plus que le vent de la contestation frappe parallèlement les institutions de l'Etat. Ne parlons pas de l'école qui, depuis 1968, est en ébullition permanente.

Mais la justice, l'armée, la police : les piliers de l'ordre bourgeois sont ébranlés : les juges démocratiques font leur apparition qui n'acceptent plus les pots-de-vin en échange de leur silence complaisant.

## IRLANDE DU NORD

### LES ROIS DE L'EVASION

9 militants du Parti Socialiste Républicain Irlandais (IRSP) se sont évadés du camp de concentration de Lond Kesh.

Depuis plusieurs mois, ils construisaient patiemment un tunnel avec des outils de fortune et avaient également confectionné des cordes et des grappins avec des draps, des vêtements et des objets métalliques.

Lorsque l'on connaît le camp de Long Kesh, avec ses barbelés, ses miradors, ses détecteurs électroniques de tunnels, il s'agit d'un véritable exploit.

Il reste encore 1 500 prisonniers politiques irlandais en Irlande, nord et sud, et en Grande-Bretagne, membres des deux IRA ou de l'IRSP. Cette nouvelle évasion, qui

survient après la répression massive contre l'IRSP par le gouvernement du Sud (voir Rouge n° 29) montre encore une fois que l'impérialisme britannique n'en a pas fini avec le peuple irlandais, et que la répression contre ses organisations d'avant-garde ne suffira pas à entamer sa volonté de lutter, jusqu'à la libération totale de l'île.

Gustave A



## GARDER OU CHASSER GISCARD ?

Les juristes se gratouillent et se chatouillent. Comment résoudre le conflit de pouvoirs qui naitrait d'une éventuelle majorité de gauche à l'Assemblée Nationale, lors des prochaines élections législatives ? Le vénérable sénateur Caillaud résumait hier ainsi la situation : « La constitution est désuète ».

Un tel aveu de la part d'un vieux renard de la politique illustre bien l'impasse institutionnelle dans laquelle se trouve la bourgeoisie française. Taillée à la mesure d'un président Bonaparte, la constitution de 1958 confère au chef de l'Etat des pouvoirs exorbitants et réduit les assemblées à un rôle de figuration. Pour tenir compte des traditions historiques et surtout des exigences de Guy Mollet, qui avait soutenu le coup d'état de 1958, les constituants avaient néanmoins maintenu la forme parlementaire du régime. Le président peut donc dissoudre la chambre, mais celle-ci peut censurer le gouvernement.

Une telle construction suppose, bien évidemment, un accord entre les deux tenants du suffrage universel, l'Assemblée nationale d'une part, et le chef de l'Etat, d'autre part. C'est ce qui s'est produit jusqu'en 1969, où De Gaulle était soutenu par une UDR majoritaire ; c'est ce qui s'est perpétré, par la suite, sous une forme batarde, il est vrai notamment depuis la constitution de la majorité présidentielle après l'élection de Giscard en 1974. Mais aujourd'hui, la victoire probable de

la gauche remet tout en question. Certains politiciens de droite proposent une recette le régime présidentiel qui aurait l'avantage de laisser les mains libres à Giscard face à un parlement où dominerait l'opposition. Mais une telle solution aurait l'inconvénient d'accentuer la bipolarisation politique en tre gauche et droite et serait difficilement viable à court terme.

Restent alors deux hypothèses. Celle d'abord, qui consisterait à casser net une victoire de l'union de la gauche par des manoeuvres électorales. Giscard pourrait nommer un Premier ministre minoritaire qui serait renversé par l'Assemblée ce qui provoquerait une dissolution et de nouvelles élections. Et si les électeurs maintiennent leur verdict ? Giscard pourrait démissionner et se refaire plébisciter à la faveur d'une élection présidentielle. Mais le risque est grand qu'il soit battu, et même s'il gagne, la situation reviendra à son point de départ. Une seconde dissolution étant interdite avant un délai d'un an. Avec en plus, pour la bourgeoisie, la peur de provoquer, dans une campagne électorale permanente, une lame de fond qui débordât les partis de gauche et les syndicats.

Il y a enfin, une autre hypothèse, la plus vraisemblable dans l'état actuel des choses. Giscard appellera Mitterand au gouvernement, sous une forme ou sous une autre, en proposant un vaste programme de réformes plus ou

moins inspirées du programme commun. Cette solution permettrait à la droite d'épouser la vague, en attendant des temps meilleurs pour la faire refluer. Le désengagement de Giscard sur le devant de la scène politique prépare une telle éventualité. Quant à la gauche, aveuglée par les lunettes du légalisme, elle y verrait un moyen de « ne pas effrayer les couches moyennes » en espérant quelques pourcentages supplémentaires aux élections suivantes. Mitterand déclarant qu'il faut respecter le verdict des présidentielles de 1974, Marchais évoquant l'idée que Giscard « se soumette », ce sont des prises de position qui préparent une telle éventualité.

C'est pourtant là le danger principal. A vouloir respecter un cadre institutionnel forgé contre le mouvement ouvrier, les partis de gauche se livrent entre les mains, comme Allende se coupait l'herbe sous le pied au Chili, en acceptant les décisions d'un parlement à majorité démocrate-chrétienne.

Le socialisme ne se construira pas dans le moule de la 5ème république. Le premier point à l'ordre du jour d'une nouvelle majorité de gauche devrait être l'abrogation de la constitution de 1958. Chasser Giscard, parce qu'il n'est pas question de garder un président dont toute la politique vient d'être désavouée, marquerait un premier pas dans ce sens.

Pierre Julien

## Pour 1 milliard 800 millions

Le plus important contrat jamais signé entre la France et la Pologne, portant sur une valeur de 1 milliard 800 millions de francs entre Crausot-Loire et Polimex. Cekop est l'aboutissement de la visite de M. Jaroszewicz, chef de l'Etat polonais, à Paris.

Bien reçu par M. Giscard d'Estaing, M. Jaroszewicz a fait l'éloge de « l'attitude des chefs d'Etat français », qui a « largement contribué au dégel ».

C'est l'occasion qu'a saisie « l'Humanité » pour s'indigner : le PCF juge « inacceptable » ces propos.

Pourquoi ? « parce que » s'il est vrai que la politique du général De Gaulle a effectivement contribué à la détente... il est pour le moins abusif d'en attribuer une part du mérite à la politique giscardienne. Bigre... Voilà la Pologne dénoncée pour manque d'orthodoxie gaulliste... et Giscard critiqué parce qu'il s'est orienté, lui, « vers l'atlantisme et vers la petite Europe supranationale sous domination Ouest-Allemande ».

De même qu'il est reproché à l'Etat polonais de chercher à faire des accords économiques dans l'intérêt des grandes firmes multinationales qui dominent la CEE : oui à la coopération économique avec les Etats socialistes, dit l'Humanité mais non au fait de placer « sur le même plan l'intégration économique ouest-européenne ».

Un contentieux supplémentaire dans les divergences entre le PC français et le bloc soviétique en matière de tactique européenne.

## notes politiques

### LA CORSE : LA TENSION MONTE

● Huit mois après Aléria, Bastia connaît à nouveau l'occupation policière. Désormais, chacun s'habitue à voir les convois de CRS filer vers on en sait quelle destination. Il y a deux jours, les barbouzes ont fait sauter un immeuble dont une partie appartient au père du jeune bastiais, inculpé « pour avoir tiré sur les policiers lors de la nuit d'émeute de Bastia », Cacciari. Le 6 juin l'Association des Patriotes Corses a fait savoir qu'elle pensait « que le pouvoir avait à nouveau réuni les conditions de l'insurrection et de ses excès ». L'APC précise par ailleurs qu'elle préconise l'action « déterminée, inflexible n'excluant pas la riposte, mais sachant résister à la provocation ».

Sur le continent la campagne pour la libération d'Edmond Siméoni et de ses camarades se poursuit. Et, notamment, le Congrès CFDT Télécom de Paris a voté une motion, envoyée à la Cour de Sureté de l'Etat qui demande non seulement la libération du leader autonome et de tous les militants mais encore la dissolution de la Cour de Sureté de l'Etat et le retrait de toute les forces de répression de l'île. Un exemple à suivre.

### ILS REVIENNENT...

● Nous avons signalé (cf. Rouge du 10 avril 1976) l'arrivée à la tête de la préfecture de police de Paris de Pierre Somveille, ex-directeur du cabinet de Marcellin.

C'est maintenant le commissaire Paul Roche qui revient pour occuper auprès de Somveille les fonctions d'attaché de presse, comme il l'était déjà auprès de Marcellin, au ministère de l'Intérieur, de 1971 à 1974.

Autre retour, celui du commissaire Massoni, nommé au cabinet de Chifac. Il y sera chargé des relations avec la sécurité militaire, la DST est accessoirement le SAC auquel il appartient. Travail de spécialiste qui convient fort bien à cet ancien dirigeant du « Groupe direction » des Renseignements généraux spécialisé dans les « visites » des appartements et bureaux de différentes personnalités.

Il ne manque plus que Marcellin. Mais ne nous impatientons pas, il a été reçu, il y a quelques jours, par Giscard soi-même.

### UN BASQUE DE PLUS

● Poniatowski persévère dans sa politique de répression à l'égard des réfugiés basques. Losé Manuel Pagoaga-Gakkasteguy écroué au début du mois dernier, a été transféré à l'île d'Yeu rejoignant ainsi les six autres basques, déjà « retenus » en Vendée. Décidément, la ministre de l'Intérieur ne sait plus quoi faire pour imiter ses collègues espagnols. A quand les stades ?

● Michel Bajard et Daniel Boiron ont été condamnés jeudi à 8 ans de réclusion criminelle par les assises de l'Ain. Ils avaient tenté de dévaliser un agent payeur de Villeurbanne. La sentence a paru tellement disproportionnée que la salle a protesté tandis que l'un des accusés criait : « Ne vous étonnez pas maintenant qu'on tue » !

## TOURS

Au premier tour

### IL FAUT VOTER CASTELLO

● Contre Royer

● Pour marquer sa défiance

vis-à-vis du programme commun

Tours est à deux jours des élections partielles, les camarades de la Ligue communiste révolutionnaire ont édité trois numéros de Rouge « spécial élection ». Ils ont été distribués à 12 000 exemplaires sur les entreprises de la localité et sur la ville.

Le 30 avril s'est tenu le meeting central de la LCR où devant 1000 personnes, Alain Krivine et Frédéric Castello ont présenté la campagne et les propositions d'actions.

En pleine campagne électorale, le 1<sup>er</sup> mai aurait dû être à Tours, un test pour connaître le rapport de force des révolutionnaires face aux réformistes. Il n'en a rien été. Tout d'abord, la CGT a refusé le principe d'une manifestation ne proposant qu'un rassemblement. A la fin de celui-ci, la CFDT, les mouvements de masse, la Fédération anarchiste et la LCR manifestèrent, entraînant avec eux une petite partie de la CGT. La réaction de celle-ci fut vive. Le 4 mai, la CGT publiait un communiqué dénonçant la CFDT que « prête le flan aux manoeuvres des irresponsables qui se sont invités au rassemblement ». Il est à noter que malgré les appels à l'unité des révolutionnaires, la LCR et la Fédération anarchiste ont été les seules organisations politiques à apparaître le 1<sup>er</sup> mai.

La lutte de l'hôpital Bretonneau.

Cette division ouvrière, on l'a retrouvée dans la lutte qui s'est menée à l'hôpital Bretonneau. Celui-ci tient, dans la ville, une place importante par sa concentration de personnel (plus de 3000 agents). La situation du personnel est la même que dans la Santé au niveau national : exploitation maximum au nom du service public. Dans le personnel, il y a plus de 1000 auxiliaires n'ayant aucune garantie de travail. Ils sont utilisés pour les plus basses besognes, mais aussi pour pallier la pénurie de personnel qualifié.

Les aides-soignantes, en nombre insuffisant, remplacent tantôt les « filles de salles », tantôt les infirmières. Quant à celles-ci, elles se retrouvent souvent seules pour faire huit heures dans des services de plus de 20 malades.

C'est dans ces conditions qu'une déléguée syndicale CFDT a été mutée sur décision arbitraire de la surveillante de son service.

Une délégation de la CFDT va alors tenter de voir le chef de service, celui-ci refuse de discuter, et le sort de son bureau. Après un débat en inter-syndicale, la CGT refuse de voir la direction : pourquoi lutter contre les directeurs qui sont salariés eux-aussi ? La CFDT s'y rend



seule. L'unique réponse de la direction est l'intervention des flics qui expulsent la délégation. Devant cette attitude, la CFDT convoque une conférence de presse, invitant les candidats des partis ouvriers. Cette lutte a en effet des implications politiques : Royer est le président du conseil d'administration de l'hôpital.

Les militants de la CFDT ont dénoncé la situation scandaleuse de l'hôpital (la direction reconnaît qu'il manque 500 postes). Ils ont énuméré les multiples cas de répression.

A l'hôpital, la lutte devra se poursuivre avec de nécessaires rapports sans exclusives entre les organisations politiques et syndicales.

Les élections de Tours montreront que la classe ouvrière est mobilisée pour faire échec à Royer. Celui-ci, de plus en plus démythifié aux yeux de la population locale aura beaucoup de mal à passer le premier tour.

### Le sens du vote Castello

Pour présenter et défendre notre programme, la LCR a décidé de présenter un candidat, Frédéric Castello, ouvrier électricien à la COGECO (entreprise métallurgique).

Voter Castello, c'est d'abord voter contre Royer. C'est un acte politique clair et important qui exprime sa défiance vis à vis du Programme commun, comme de toute tentative de gérer le capitalisme.

Voter pour Castello, c'est, contre toute tentative de division, lutter pour l'unité d'action des révolutionnaires que propose la LCR.

Voter Castello sera rappelé que nous ne croyons pas qu'il suffira de changer d'équipe gouvernementale pour mettre un terme à ce régime.

Plus les travailleurs seront nombreux à porter leurs voix sur le candidat de la LCR, plus s'affirmera l'exigence d'une solution révolutionnaire.

François Gaillard

## Les décisions de la coordination nationale étudiante

# DANS LA GREVE, LA BATAILLE DES EXAMENS

Nouveau record. Un autre marathon, à la course plus hachée cette fois, parsemée d'interruptions de séance (Rouge du 7 mai). Il est cinq heures et demi, hier matin, 7 mai, quand s'achève le vote des motions finales de la coordination nationale étudiante. Un jour léger s'apprête à caresser la faculté de Lyon-Bron, toute en tubes, en glaces et en trous, qui l'accueillait. Prés de vingt heures de débats depuis la veille, auxquelles s'ajoutent cinq autres héritées de la soirée du 5 mai.

Il faudrait maintenant démêler l'écheveau. Vous présenter le fil conducteur de ce dédale. Un imbroglio d'interventions que certains pourront juger hautainement, n'y voyant que complaisance ou débat d'initiés, pourtant quelque soit ses aléas, ses hauts et ses bas, ses faiblesses, ce désordre verbal, caractéristique des cinq coordinations étudiantes, illustre une démocratie rarement égalée, et qui, tout au moins dans la

première phase de la coordination de Lyon, a été améliorée, comparée au bilan des précédentes.

### Le sérieux

Ainsi, prenant le temps de réfléchir à la situation difficile du mouvement, où se mêlent l'isolement et l'intransigeance gouvernementale, les quelques 300 délégués en fin de compte, représentant 82 facultés ou IUT, se sont lancés toute la journée du 6 mai dans un débat sérieux, attentif et de haut niveau. Au lieu d'appels se cotoyant sans se rencontrer, les interventions se confrontaient, s'écoulaient pour mieux croiser le fer. L'essentiel portait sur le bilan de la politique du mouvement envers les directions syndicales. Pour certains, « l'unité au sommet a été privilégiée », ou même il était erroné de multiplier les démarches dans ce sens car « l'unité avec les travailleurs sera révolutionnaire ou ne sera pas ». Pour d'autres, visiblement la majorité, « il n'y a pas contradiction entre l'unité à la base et au sommet », et les étudiants « doivent s'adresser à la classe ouvrière telle quelle est, avec

les directions qu'elle a, et non seulement telle qu'ils voudraient qu'elle soit ». Les critiques de l'UNEF et du SNESup viennent ensuite en bonne place. Elles sont limpides : vouloir brader la grève, avoir prétendu qu'un morceau de victoire avait été arraché, alors qu'en fait rien n'a été cédé, appeler à la reprise des cours, accepter le « rattrapage » et les « révisions » pour les examens. L'UNEF, minoritaire, n'hésite pas à intervenir et va jusqu'à défendre le fond de ses positions. Comme le dit, benoîtement, l'un de ses membres, de Bordeaux : « pour gagner, il faut nous battre sur des revendications minimales, c'est ainsi que font les travailleurs, c'est ainsi que l'on mène des luttes responsables ». Changer la société ou, plus hardiment, la vie, paraît tout à coup lointain...

### Synthèse

L'autre pierre apportée au mur de la démocratie est le mode d'élaboration des motions finales, concluant ce débat général. Au lieu d'être présentées, comme ce fut parfois le cas, par un délégué en son nom propre, elles



Jusqu'à ce jour, la seule réponse du pouvoir aux étudiants... C'était le 15 avril dernier à Paris (Adja).

furent le fruit de synthèses construites pendant cette pause au sein de commissions. S'y retrouvaient les délégations dont les mandats, inscrits dans les motions sur lesquelles elles avaient été élues en assemblée générale, recoupaient des propositions semblables. Ainsi derrière ce qui devint la « motion » 4, finalement majoritaire, ce sont celles d'Orsay, d'Aix 2, de Montpellier, etc. En revanche celle de l'UNEF, baptisée « motion 2 », était tout bonnement soumise par... l'UNEF de Villetaneuse.

### La nuit plus difficile

Ce climat, cette façon de travailler laissèrent leur empreinte sur la coordination jusqu'au retour en assemblée générale aux alentours de 22 heures, le 6 mai. Puis il y eut du temps perdu, beaucoup de palabres, un ordre du jour mal maîtrisé, une assistance moins attentive. La fatigue n'y est pas étrangère. Et aussi la résurgence d'une certaine anxiété à l'approche des décisions, conséquence directe des embûches semées sur le parcours de la mobilisation. Inquiétude et crispation vont de pair. D'autant plus que les débats approfondis de la matinée avaient fait apparaître, une gamme plus diversifiée de positions. Ici s'expliquent les démêlés, émaillés d'incidents divers, qui occuperont la coordination jusqu'au lendemain, et qui sont de deux sortes. En effet, si l'habituelle motion de l'UNEF est sans surprise, deux pôles sont grosso modo en présence. Un premier, où l'on retrouve péle-mêle Révolution, l'Humanité Rouge, le PCR, et également une partie des délégués inorganisés. Sa longueur d'onde : une tonalité « plus gauche », critique de la politique de propositions d'unité d'action aux syndicats, refus de la perspective de comités unitaires permanents, pour certains exclusion de l'UNEF de la coordination. Après plusieurs péripéties, ils n'arriveront pas à déboucher sur une motion commune. Il y aura donc d'un côté la « motion 3 » avec des organisations, de Révolution aux maoïstes divers. Et de l'autre « la motion 1 », présentée par un délégué inorganisé de « Langues O » de Paris. Ce dernier, en la défendant offrira, par dérision, quelques minutes d'amusement, déclarant entre autres : « la motion de l'UNEF c'est un pied de nez à l'intelligence ».

Le second pôle, qui donnera la motion 4, est représenté en particulier par un délégué aixois, et est soutenue par la LCR. Le MAS, nouveau « syndicat étudiant » lié à la CFDT et animé par le PSU aux côtés de certains militants socialistes, n'ayant pas participé à une commission de synthèse, présentera au départ une autre motion, bien qu'elle ne soit aucunement contradictoire avec celle d'Aix. La fusion permettant la clarification, aboutira néanmoins. Mais le MAS et le PSU demanderont un vote dissocié sur une « petite phrase », qu'elle contenait. Quelques mots aucunement anodins, puisqu'ils mettaient en cause le « blocage des directions syndicales ». Il y avait de quoi être surpris, malgré la brume nocturne, en voyant le PSU refuser ainsi toute condamnation des directions de la CGT et de la CFDT dans leur largage du mouvement étudiant ! La dissociation ne fut pas prise en considération ; par un vote majoritaire.

Après deux interventions « pour » chacune d'entre elles, les motions seront enfin soumises au vote. Nous en donnons le résultat ci-contre. La motion d'AIX (numéro 4) est majoritaire. Les perspectives qu'elle trace visent à « donner un nouveau souffle au mouvement », parce qu'il n'est « pas question » de rentrer en cours. Il s'agit essentiellement de l'organisation d'une « table ronde nationale étudiant-enseignants-travailleurs sur la formation » préparée par une discussion avec les syndicats ; d'un mandat au collectif pour rencontrer Saunier-Seité, « non pour négocier, mais pour exiger une réponse sur l'abrogation, la validation des examens » ; de la revendication d'une semaine nationale d'examen pour éviter toute pénalisation localement pour fait de grève, et de la mise sur pied de commissions paritaires étudiants-enseignants pour mettre au point leurs modalités.

Ainsi s'achève ce voyage au pays d'une « coord » ...

J. Krasny

### ATTENTION

● Rouge publiera dans son édition du lundi 10 mai les principaux passages des 4 motions soumises au vote.

● Récificatif : la coordination nationale des enseignants en grève n'a pas lieu ce dimanche 9 mai, mais le mercredi 12 mai à parti de 10 heures à Jussieu.

## Une motion femme votée par la coordination

### LA « MAIN D'OEUVRE DE LA LUTTE »

Arrivant à Lyon-Bron, l'habitué des « coords » pouvait immédiatement remarquer une différence. Jamais vu autant d'étudiantes dans le service d'ordre, jamais vu tant de filles à la présidence d'une coordination. Et en contre-artie, pas mal d'étudiants au « service bouffe », beaucoup plus en tout cas qu'à la faculté de Censier où se tenait la précédente réunion de ce type. Le sexisme aurait-il été mis en déroute ? Ce n'est pas si simple. Béatrice, membre du comité de grève de Lyon, raconte. « Dans les AG ce sont les militantes qui s'imposent, celles qui ont l'habitude de parler. Alors qu'ici il y a 80% de femmes. Au comité de grève nous nous considérons comme des femmes-alibi. » Un « malchautisme » toujours présent

qu'illustre ce cri d'un étudiant quand intervient une étudiante anti-gréviste : « à poil ! ». La majorité de l'AG a protesté. La grève aurait-elle permis que ça change ? Un débat avec des prostituées du collectif lyonnais a fait apparaître les premières discussions. Une commission femmes s'est réunie. La participation au SO a été acquise, mais elle est remise en question chaque fois que l'action risque d'être « dure ». « Il faut que les femmes revendiquent la violence pour elles-mêmes et ne recherchent pas la protection des mecs. »

La grève est donc l'occasion d'imposer que le mouvement reprenne à son compte réellement les revendications des femmes. Et que « des banderoles femmes, des cortèges fem-

mes, intégrés en tant que tels les défendent lors des manifs ». Une motion a ainsi été adoptée par la coordination nationale analysant le rôle de l'« Ecole sexiste qui véhicule une idéologie patriarcale », et exigeant outre un salaire égal à travail égal, la création de centres d'information sur la contraception, des crèches gratuites à personnel mixte, l'avortement libre et gratuit. « Nous refusons, conclut-elle, d'être considérées un jour de plus comme la main d'œuvre qui ne sert qu'à voter la poursuite de la grève, à tenir les piquets ou les stands de bouffe... Dans toutes les facs doivent être impulsés des débats sur ces questions, élaborés des mots d'ordre et des formes de lutte contre l'Ecole sexiste ».

## Violences policières à Nancy II

### Quant un président d'université socialiste veut mater ses étudiants

Borella était, avant sa nomination à la présidence d'université de Nancy II, membre du comité directeur du PS. Il participe à la conférence des présidents d'université qui négocieront avec Saunier-Seité. Voici le revers de la médaille : les étudiants de Nancy II en grève envahissent ses bureaux le jeudi 6, il fait savoir qu'il arrive de suite et appelle les flics. 8 interpellations environ. En riposte, les étudiants tiennent, à 20 H, une AG de 800 personnes, et décident d'occuper la fac de lettres. Vers minuit, une délégation composée de membres de l'UNEF, de la CGT, de la CFDT, du SNESup, du comité de grève, du PC et de la LCR s'est rendue au commissariat pour réclamer la libération des étudiants ; ils ont même pas pu rentrer...

A deux heures du matin, alors que les forums se tiennent et que la cafétaria abrite des groupes de discussion, les estafettes viennent donner l'alarme : « les flics arrivent ». Un représentant de Borella répète à plusieurs reprises qu'il se porte garant de la non intervention policière. Quelques instants plus tard, les CRS envahissent la fac. Les

étudiants, sans armes ni casques, sont regroupés sur la pelouse devant les bâtiments. On entend des bruits de casse dans la cafet' où il n'y a plus que les flics... Dehors commence la ratonnade, les plus ardues à taper sont les civils munis de « bidules », ce sont les filles qui prennent le plus de coups. Jusqu'à 4 heures du matin ça ratonne dans le quartier. L'organisateur de cette opération de police (sollicitée par le

Le président Borella : « Je ne discute pas avec des gens qui s'attaquent aux personnes et aux biens. »



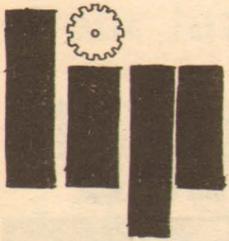
socialiste Borella) est le Préfet lui-même, connu comme ancien chef de la DST.

Ce matin, la fac de lettres est fermée et des gardes mobiles rôdent autour de la fac de sciences. 36 étudiants sont toujours arrêtés. A 13h une AG a notamment discuté d'une manifestation lundi et d'un meeting sur la ville avec la participation des organisations syndicales et politiques... A suivre.

## Les votes de Lyon

Les motions soumises au vote de la coordination nationale de Lyon étaient pour la majorité d'entre elles les plus longues que l'on ait connu.

Il y a eu 29 abstentions et 14 refus de vote, parmi lesquels les délégués apparentés à l'AJS. La motion 1, présentée par « Langues O » de Paris, et derrière laquelle ne se trouvait aucun courant organisé à eu 28 voix. La motion 2 qui est celle de l'UNEF, 23 voix. La Motion 3, soutenue par Révolution, l'Humanité rouge, le PCR et divers maoïstes, 55 voix. Et la motion 4 est majoritaire avec 86 voix.



## WEEK END PORTES OUVERTES

### ◆ Stands des boîtes en lutte et débats

Aujourd'hui de 10 h à 19 h et pour tout le week-end Lip ouvre grand ses portes : déjà des cars venant de différentes villes sont prévus, des délégations d'entreprises, des militants, des « amis des LIPS », les paysans-travailleurs, bref cette journée sera marquée sous le sceau des retrouvailles entre ceux qui ont tenu « les pieds dans la neige » et ceux qui de partout les ont soutenu.

Pour tous ceux qui ont passé juin, juillet et août avec les Lips dans la boîte, ce sera un peu une impression de se retrouver chez soi. On retrouve le panneau presse à la même place, les 300 télégrammes déjà reçus affichés, le stand de livres cartes postales et badges, la caisse de solidarité et la buvette au restau ou sous les arbres...

Pendant ce week-end de nombreux débats auront lieu spontanément autour des stands de boîte en lutte, et c'est le problème du débouché des luttes qui risque de devenir sans cesse, problème qu'escamoterait de fait une logique de défense de Lip au nom de la viabilité... Une inconnue encore, le PCF va-t-il maintenir son attitude de division, participera-t-il à ces journées ? A ces questions posées jeudi par les Lips, Paganelli n'a pas su ou voulu répondre...

S.T.

Monin (Lyon)

## L'ARMÉE CONTRE LA GREVE

Les travailleurs de Monin étaient en grève depuis le 22 avril. Le gouvernement envoie des bidasses, encadrés par des bataillons de CRS, ramasser les ordures à leur place.

Ils ont osé ! Alors que durant la longue grève des communaux lyonnais, les chantres de la bourgeoisie locale et de la hiérarchie militaire avaient brandi la menace d'une intervention de l'armée, sans finalement la mettre en pratique, cette fois-ci contre les grévistes de Monin, ils sont passés aux actes.

Monin, c'est une boîte privée : sur l'agglomération lyonnaise, les ordures ménagères ne sont pas toutes ramassées par les services communaux. Des entreprises privées s'occupent du ramassage dans certains quartiers. Et Monin-Ordures-Service est de celle-là.

Monin, c'est aussi des conditions de travail insupportables. Les chiffres parlent d'eux-mêmes : sur le quartier de la Duchère, il n'y a que trois déchargeurs pour 16 tonnes d'ordures par jour. Là où les services mettent six chargeurs par benne, Monin n'en met que quatre...

La grève est partie le 22 avril : tout au long de la lutte des communaux, le mois dernier, ceux de chez Monin avaient manifesté leur solidarité active. Puis, à leur tour, ils se sont lancés dans la lutte pour la réduction du temps de travail, l'accroissement des effectifs, et l'amélioration des conditions de travail.

Après 15 jours de grève, le gouvernement a décidé d'en finir. Après Durafour prêtant main-forte au patronat de Paris-Rhône, en autorisant le licenciement de quatre



C'était en 74, à Paris. Depuis, les bidasses doivent faire le travail des jaunes derrière un cordon de CRS (Fotolib)

délégués syndicaux, c'est maintenant Bigeard qui vient confirmer le rôle de briseuse de grève de l'armée bourgeoise : jeudi, dans les rues de Lyon, on a pu voir le spectacle lamentable de bidasses contraints de ramasser les ordures sous la » des CRS.

Face à cette attaque frontale contre le droit de grève, qui fait suite à une multitude d'attaques contre les droits syndicaux, c'est une riposte centrale et unitaire des Unions départementales CGT et CFDT qui s'impose.

Quant à eux, les grévistes de chez Monin (qui sont pour la plupart

des travailleurs immigrés), sont résolus à aller jusqu'au bout : « On n'a rien à perdre. Monin cèdera ou il coulera... »

Correspondant

● A Lyon, les attaques contre le mouvement syndical se multiplient : A Paris-Rhône, 4 licenciements de délégués pour fait de grève, aux « Compresseurs frigorifiques » de Montluel, 175 travailleurs mis à pied pendant une semaine pour fait de grève, et finalement licenciés ; à la SNAV, licenciements en série ; à l'usine Berliet, de Bourg, menace de lock-out suite à une grève-bouchon des caristes.

## LES CAV SE REBIFFENT

### Suite de notre interview de Vialade et Tallavignes deux des principaux animateurs des Comités d'Action Viticoles de l'Aude.

Nous publions aujourd'hui la troisième partie de l'interview de MM Vialade et Tallavignes, deux des principaux animateurs des Comités d'action de l'Aude.

### 3/ UN OFFICE DU VIN BIDON

Sur toutes les fraudes, que protègent Giscard et Fourcade, vous avez des dossiers énormes, pouvez-vous en parler ?

Tallavignes sur la question des fraudes, je voudrais aborder la question d'un jugement où il est dit que M. Fourcade, alors directeur des prix était intervenu pour couvrir les opérations frauduleuses de M. Ramel. Cela est très grave ; M. Fourcade est intervenu parce que le fait d'un coupage illégal permettait d'abaisser le prix du vin. Ce qui signifie que l'on recherche donc avant tout, en supportant les fraudes, au besoin en les couvrant, à ce que le prix du vin soit le plus bas possible à la production, ce qui permet toutes les combines, tous les trafics.

En outre, quand on sait que des échantillons prélevés chez Ramel se sont perdus dans les services de la répression des fraudes, il y a de quoi réver...

Le gouvernement vient de lancer son office du vin « bidon », pourquoi les responsables professionnels y participent-ils, alors qu'il y a un mois, ils déclaraient qu'ils le boycotteraient ? Tallavignes : on a fait montre d'un libéralisme sauvage où les mieux placés imposent leur loi aux producteurs honnêtes. Il faut donc arriver à organiser le marché : ce qui veut dire lutter contre les fraudes en tout genre, lutter contre les facilités de plantation et les

Après avoir indiqué les perspectives du mouvement et l'intervention des CAV, ils ont dénoncé la liquidation par le gouvernement et le négoce du vignoble méridional.

pratiques qui permettent la fraude, savoir quand des vins arrivent sur le marché, quelle est leur provenance, leur qualité, s'ils sont propres à la consommation etc...

Les exemples de pratiques frauduleuses ne manquent pas : par exemple l'utilisation des vins blancs ; il y a eu cette année 2 millions d'hectolitres de vin blanc des Charentes n'allant pas à la distillation, production de Cognac pour lesquels ils étaient prévus ; de plus nous apprenons que 7000 hectares ont été, dans cette région, plantés illégalement. Ces vins ne peuvent pas se vendre en l'état ; ils vont se vendre avec des ajouts de produits plus ou moins colorés (par exemple l'oenocyanine) qui vont être véhiculés par d'autres produits, venus d'Italie. On sait bien que dans certaines régions l'acide tartrique s'est très bien vendu cette année, ce qui veut dire sucrage, lavage des Marcs, fabrication de piquette enrichie.

Il faut donc arriver à une planification des plantations pour éviter cela. Ce qui signifie aussi une planification des quantités mises à la disposition du marché. Par exemple pour tel ou tel type de vin on saurait que la production sur tant d'hectares ne doit pas dépasser une certaine norme de quantité et ne pas baisser au-dessous d'une certaine norme de quantité. Donc discipline du producteur au bénéfice de la qualité ; mais aussi il faut obtenir deux

ils abordent aujourd'hui les problèmes d'organisation du marché et la réponse à apporter à l'office du vin institué par le gouvernement.

choses : un revenu assuré : car nous ne voulons pas être les cocus de l'affaire, être pénalisés alors que nous faisons de la qualité.

- en même temps ne pas faire payer aux consommateurs beaucoup plus cher pour assurer le revenu des producteurs (ils payent déjà pour les distillations tardives).

Autrement dit, nous voyons dans l'office des règles de production, règles de mise en marché, contrôle, maîtrise des marchés importations, revenu assuré aux producteurs.

Or, des divers projets d'office qui existent, celui qui voit le moins de producteurs en son sein, c'est celui du gouvernement. A croire que pour



## ON NE L'A PAS INVENTE

Le refuge des cheminots : c'est situé 23, rue Yves Toudic san le 10ème arrondissement à Paris. C'est là que viennent finir leur vie de nombreux retraités de la SNCF, quand après des dizaines d'années de travail, ils n'ont pu acquérir un logement stable ou lorsque ils veulent fuir leur solitude de vieux travailleurs. C'est une maison de bienfaisance, n'est-ce pas. Mais la charité a ses limites : les discussions politiques, syndicales...ou autres sont interdites. Sois-vieux et tais-toi.

## en lutte



● Les syndicats composant le Comité intersyndical du livre parisien (CGT) annoncent qu'ils ont été assignés en justice par Amaury le 6 mai. Il leur a été demandé la restitution des documents qui auraient été « volés » au centre informatique, affaire à laquelle les syndicats se disent étrangers. En fait, c'est une menace d'intervention policière contre ceux du Parisien libéré sous prétexte d'« enquête ».

Le Comité intersyndical « appelle tous les ouvriers de la presse parisienne à la plus grande vigilance et à être prêts à reprendre y compris par l'arrêt de travail total, à toutes tentatives d'expulsion des camarades du Parisien libéré » (AFP)

● A la SMN (Société Métallurgique de Normandie), la plus grosse entreprise de la région caennaise (6000 travailleurs), les fondeurs sont en grève depuis le jeudi 29 avril. Cette grève est reconduite chaque jour par un vote à l'entrée de chaque porte. Ils revendiquent : 500F uniformes pour tous, la cinquième équipe, et l'amélioration des classifications. A eux seuls, ils bloquent toute l'usine, puisque les hauts fourneaux sont en veilleuse. Le patron, Gombert, essaie de diviser les autres secteurs de l'usine (aciéries, laminiers, entretien) et de faire porter un éventuel lock-out de tout le personnel sur les fondeurs. Un meeting intersyndical s'est tenu mardi, qui a rassemblé 2000 personnes.

Le 6 mai, correspondant

### ● Bordeaux : les luttes se multiplient

● A la société Européenne de Brasserie, à la suite des propositions patronales (7 % et 50 Frs de prime de fin d'année), la grève a été reconduite massivement à l'usine de Bordeaux. Dans les autres usines du groupes, la grève a repris après une pause observée à la suite de fausses promesses patronales. Les travailleurs demandent 2 100 Frs à l'embauche, le retour aux 40 heures, la 5ème semaine de congé, une prime de transport.

● A la Cofaz (engrais) : face au blocage patronal, la lutte se coordonne au niveau du trust Pierrefitte : le 4 mai, 24 heures de grève à Pierrefitte, La Pallice, Parentis, Sète. A Bordeaux (Ambarès) 60 heures de grève avec occupation sur 2 jours.

● A BSN (Vayres) : le mouvement se durcit puisque, au 15ème jour de grève, les travailleurs ont décidé l'occupation sur proposition de la CGT et de la CFDT. Des démarches sont en cours auprès des municipalités et de la préfecture. La direction n'a encore rien cédé sur les revendications avancées : 50 centimes de l'heure, classifications, augmentation des effectifs.

Achetez Rouge tous les jours dans le même kiosque

La loi anti-casseurs pour neuf militants de la FGA-CFDT

## UN JUGEMENT SCANDALEUX

Lundi 3 mai, les neuf membres de l'ancien bureau départemental de la FGA-CFDT du Finistère étaient condamnés par le tribunal de Quimper à deux mois de prison avec sursis. Le jugement était rendu au nom de l'article 314 du code pénal (la loi anti-casseurs) qui est censé réprimer « les violences ou voies de fait commises contre les personnes lors d'une action menée à force ouverte par un groupe ». Or, les faits reprochés étaient tout simplement les suivants : lors d'un barrage de la route Brest-Quimper, en avril 1975, pour populariser la lutte des employés du crédit agricole alors en frêve, un automobiliste avait foncé sur des distributeurs de tracts. Son phare cassé, il avait porté plainte. (Rouge du mercredi 5 mai).

Nous avons rencontré LAURENT Ségalen qui, l'année dernière, était secrétaire général de la FGA-CFDT du Finistère :

L.S. : il faut savoir que, dans le Finistère, le syndicalisme des salariés agricoles est très puissant. La FGA-CFDT, par exemple, regroupe 67 % des salariés du département. Nous sommes divisés en trois branches : la production, c'est-à-dire ceux qui travaillent directement pour des exploitants ; la commercialisation et la distribution, c'est-à-dire les travailleurs des coopératives ; les services, c'est-à-dire les employés du Crédit agricole ou de la Caisse mutuelle régionale agricole (CMRA).

Nous n'avons cessé, depuis cinq ans, de mener des actions dures contre un patronat très musclé. Un grand succès fut remporté lors de la grève de la Copasud après le licenciement abusif d'un militant. Nous avons imposé sa réintégration après plusieurs semaines de lutte. Les patrons ne nous l'ont pas donné. Ils ont adopté une attitude beaucoup plus intransigeante, l'année dernière, lors des deux grèves conjointes du Crédit agricole et de la CMRA. Refusant obstinément les négociations, ils nous ont obligé à élargir le rapport de forces par des actions de popularisation. Le barrage de la route Brest-Quimper pour distribuer un tract de soutien aux grévistes était de celles-là. Un automobiliste énervé a foncé sur

nous. Une bousculade s'en est suivie de laquelle sa voiture a été légèrement endommagée. Il a porté plainte.

Rouge : Immédiatement ?

L.S. : Oui, mais l'enquête policière a été beaucoup plus tardive. Nous avons été interrogé par la police judiciaire de façon très sympathique. Et il y a quelques jours, nous

avons eu connaissance de notre convocation devant le tribunal. Là, on nous a appris que l'on avait été bien notés (par qui ? Les RG. ?) ce qui ne nous a pas empêché d'être lourdement condamnés.

Rouge : Comment comptez-vous organiser la riposte ?

L.S. : Lors de la séance du tribunal, un millier de personnes étaient présentes pour nous soutenir. A la suite du verdict, nous sommes partis en manifestation dans la ville aux cris de « halte à la répression ! Loi anti-casseurs, loi des exploitants ! ». Jeudi soir, à Quimper, 800 manifestants ont défilé à l'appel des syndicats, des partis politiques de gauche, et des associations familiales. D'autres actions sont prévues la semaine prochaine. De toute façon, il est bien évident que nous faisons appel de ce jugement scandaleux.



## vie syndicale

Dans Le Peuple n°989, organe bimensuel de la CGT :

Un article d'André Allamy « Le sens de notre solidarité au mouvement étudiant ». On y trouve écrit « c'est l'UNEF qui fait autorité dans le mouvement ».

Christiane Gilles dans « Le droit d'être mère » développe les positions de la CGT sur ce problème.

Citons enfin le rapport de René le Guen « vers les 400 000 adhérents » qui prépare le congrès de l'UGICT. Il écrit : « Dans un peu plus de deux mois, les 18-19-20 juin, se tiendra à Nanterre, le VI<sup>e</sup> congrès de l'UGICT... Le congrès devrait être une étape importante pour porter à un niveau supérieure l'activité spécifique vers les ICT ».

## Banques

### CENTRALISER LES LUTTES

## TRIBUNE des luttes

### Les Comités de Travailleurs Africains 11°, -12°, 13°, 19°-20°

le 16 avril 1976, quatorze délégués de la coordination onacotra ont été arrêtés et expulsés parce que les locataires de la sonacotra menaient depuis un an une lutte démocratiquement organisée autour de la coordination dont ils s'étaient dotés ; une lutte combative pour la défense de leurs conditions de vie, contre l'augmentation abusive de leurs loyers, contre les règlements intérieurs interdisant tout droit de visite et de réunion, contre les gérants racistes, tous anciens colons ; c'est parce qu'il refuse tout droit de s'organiser et de lutter aux travailleurs immigrés que Poniatowski a fait s'abattre la répression sur les travailleurs de la sonacotra ; c'est dans la même logique fasciste qu'il a essayé de briser l'action des étudiants de la maf, en lutte eux aussi pour l'obtention des libertés démocratiques et l'amélioration de leurs conditions de vie à Lucien paye, qu'il a fait expulser quatre membres du comité de résidents de la maison d'Afrique batchono Jules, traoré Etienne, Avignon honoré, nland le avril et qu'il menace d'autres résidents de la même mesure ; ces expulsions sont un pas de plus dans l'escalade de répression qui s'est abattue sur les travailleurs immigrés pouchet, lilas, sonacotra, sur les comités de soldats et sur l'ensemble de la classe ouvrière de France câbles de Lyon, lipour nous, comités de travailleurs africains, la lutte des résidents de la MAF, qui sont partie intégrante de l'immigration, est la même que celle que les travailleurs immigrés mènent dans leurs foyers, dans leurs usines, pour la défense de leurs droits et libertés de travailleurs.

Il est par conséquent plus que jamais nécessaire d'œuvrer dans le sens de l'unification de nos luttes et, à ce niveau, la participation des étudiants africains dans le cortège des travailleurs africains à la manifestation du premier mai a été significative.

C'est pourquoi les Comités de quartier des travailleurs africains apportent leur soutien massif aux étudiants de la MAF dans toutes leurs luttes contre la direction réactionnaire de la Maison d'Afrique. Ils exigent : l'arrêt des procédures d'expulsion la satisfaction immédiate des revendications des étudiants de la cité

Ils mobiliseront les travailleurs africains dans les foyers et dans les quartiers pour toute initiative politique, progressiste, anti-impérialiste des étudiants de la Cité Internationale.

Malgré la menace d'une « grève nationale coordonnée de longue durée » brandie par les 4 fédérations CFDT-FO-CGT-CFTC, à l'Association française des Banques n'a rien cédé jeudi. Les patrons devaient se revoir entre eux vendredi après-midi tandis que les Fédérations, elles, ne se rencon-

treront que mardi pour faire le point. Pendant ce temps, la pratique très générale tracée par les Fédérations est très différemment interprétée selon l'état de la mobilisation et l'attitude des sections syndicales dans les diverses banques.

A Paris, le mouvement se consolide sur les agences en lutte de la BNP où CGT, CFDT et FO envisagent un développement de la grève pour lundi et mardi avec une assemblée générale centrale mercredi pour faire le point. Toujours à la BNP, alors que sur Barbès se sont tenues des assemblées générales assez limitées (la deuxième étant boycottée par la CGT), sur le centre Bergère, une assemblée générale relativement nombreuse a voté la grève reconductible et souhaité un meeting inter-bancaire de centralisation du mouvement pour le début de la semaine.

Sur la Société Générale, une assemblée générale nombreuse a appelé à la grève sur le centre Haussman, mais les assemblées ont été très minoritaires sur Mogador et Trocadéro. Mais, comme à la BNP, la lutte se consolide sur les agences de la Société Générale.

Au Crédit Lyonnais, la CGT a

Idéal-Aulnay

## 23 travailleurs assignés devant le tribunal

La « concertation » giscradianne se porte bien. Une nouvelle fois, des travailleurs sont entraînés devant la justice parce qu'ils ont osé défendre le droit à l'emploi. 23 grévistes de l'usine d'Aulnay-sous-bois (Idéal-Standard) comparaitront le 12 mai devant le tribunal des référés.

« C'est l'occupation des locaux qui est visée » déclare la Fédération des métaux CGT.

Depuis plus de sept mois les travailleurs d'Idéal-Standard occupent les entreprises d'Aulnay-sous-bois et de Dammarie-les-Lys, pour protester contre la liquidation de l'entreprise. Les stocks sont gardés par les ouvriers qui sont bien décidés à ne pas les lâcher contre du vent. Alors que la situation n'a pas évolué depuis des mois, alors que les travailleurs ont réaffirmé leur désir de suivre des stages de formation, pareille tentative d'intimidation ne trouve d'explication que dans une volonté délibérée du pouvoir.

En effet, on atteint actuellement un nombre impressionnant d'entreprise en lutte prolongée depuis des mois. Il semble qu'en haut lieu on ait décidé de « nettoyer » un certain nombre d'usines. Vidage à James-Sud (Carpentras), menaces contre Caron-Ozanne (Caen), le Parisien Libéré Paris, Idéal-Standars, tout cela en quelques jours. Face à cette attaque d'envergure, la riposte doit s'organiser.

refusé de tenir des assemblées vendredi et la CFDT n'a pas voulu prendre le risque d'assemblées minoritaires pour le moment malgré une forte participation à la journée du 28, le personnel hésite à se lancer dans l'action.

L'heure est à la consolidation du mouvement par la centralisation des secteurs en lutte et à son extension par l'impulsion de débats, l'appel au « tous ensemble » dans tous les secteurs hésitants. Il faut à tout prix éviter la rupture entre ceux qui sont déjà dans l'action et ceux qui hésitent à se joindre au mouvement.

● A la BNP Georges Gambetta (Paris 20<sup>ème</sup>), le personnel est en grève, à l'appel de la CGT et de la CFDT, depuis le 26 avril 1976, à 80 % des effectifs (144 personnes, réparties en 8 agences). Les revendications : 30 points d'augmentation, rattrapage des salaires, respect des coefficients prévus par la convention collective des banques, amélioration des conditions de travail et augmentation des effectifs. Les 48 propositions d'augmentation individuelle pour toute l'année 76 sont jugées très insuffisantes par le personnel.

### Lyon : la riposte aux licenciements RASSEMBLEMENT DEVANT PARIS-RHONE

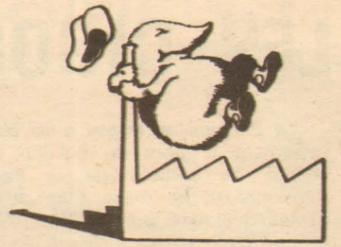
● Rassemblement jeudi devant Paris-Rhône à l'appel de l'Union des métaux CFDT, l'Union départementale CFDT, en solidarité avec les délégués, trois CFDT et un CGT de Paris-Rhône, licenciés par Durafour le 1<sup>er</sup> mai.

Il s'agissait surtout de délégations syndicales de CEM, de Câbles de Lyon, Delle-Alsthom, Brandt, CIFTE, Coreci, des hôpitaux du Vinatier et de la Croix-Rousse, des compresseurs frigorifiques de Montluel, Monin-service-ordures, Berliet, EGF. La faiblesse de cette

riposte s'explique principalement par l'absence d'unité, due à la concurrence syndicale des sections de Paris-Rhône et des unions des métaux. En effet, l'USTM-CGT a refusé d'appeler en commun avec la CFDT sous prétexte que le 6 mai était la journée interconfédérale sur les conditions de travail. Elle se retrouvait seule à proposer un rassemblement le 7, finalement annulé. L'USTM-CGT se contente d'une campagne de motions portées à la direction.

Correspondant.

## en lutte



● C.G.C.T.-Massy : voilà bientôt 7 semaines que les travailleurs des presses poursuivent les débrayages d'une demi-heure par jour pour 200 Frs pour tous, personne en dessous d'O 3, passage des O 3 à P 1. Après le succès des actions des outilleurs et règleurs, puis ceux de l'entretien, la direction durcit son attitude face aux mouvements de grève. Tout en lâchant quelques miettes à l'ensemble du personnel de production (50 Frs) pour éviter une épreuve de force. Les techniciens et les dessinateurs ont dû reprendre le travail sans rien obtenir ; aux presses, la direction cherche l'usure du mouvement et compte sur l'arrivée discrète de pièces de rechange. Mais la solidarité s'organise : près de 5 000 Frs collectés dans l'usine. A quoi s'ajoute la vente du muguet à la manifestation du premier mai.

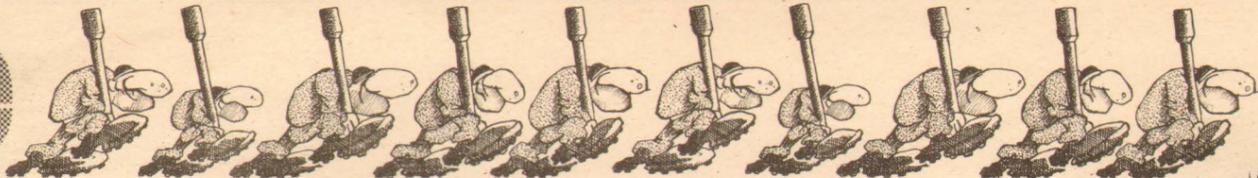
Les travailleurs de Massy doivent développer la vigilance en interceptant ces pièces de rechange et en empêchant le déménagement de certaines presses. Déjà pendant la grève des règleurs, des machines à contacter avaient été envoyées à l'usine de Boulogne Le Portel. Ce n'est qu'à ce prix que la direction, enfant chérie d'ITT, pliera les genoux. Correspondant.

Le Havre : A l'appel de la CGT, les travailleurs des chantiers de Normandie sont en grève avec occupation de la Forme 3 (la plus grande cale sèche du port) pour 200F uniformes, 40 h sans diminution de salaire. Ce mouvement est en liaison avec les établissements de Rouen et de Dieppe, et reçoit le soutien de toutes les boîtes de la réparation navale. (Corr.)

● Les élèves infirmières et élèves infirmiers de l'école d'Angers en grève depuis mercredi ont manifesté hier à 350 dans les rues, avec le soutien des élèves artisans-sociaux et éducateurs en formation. Mobilisation très unitaire. Toutes les années en formation sont dans le coup.

correspondant

● Le syndicat CGT de l'Office national interprofessionnel des céréales (ONIC) a dénoncé, au cours d'une conférence de presse, le démantèlement que le gouvernement organise. Diminution régulière des effectifs, restriction du rôle de l'office au profit du privé et difficultés de carrière pour les fonctionnaires.



Pour lutter contre l'embrigadement, les soldats deviennent cinéastes

## QUAND PASSENT LES CIGOGNES EN ROGNE

La Cigogne en Rogne n'est plus seulement le nom du bulletin du comité de soldats de la Base Aérienne 705 de Tours. C'est aussi depuis quelques jours le titre d'un film de court métrage. Il est réalisé par les soldats de ce même comité.

« On a très tôt ressenti le besoin de témoigner de ce qu'on vivait dans la caserne. Petit à petit l'idée est venue dans le comité de faire un film sur les classes ». Pourquoi les classes ? « Parce que c'est la période où l'embrigadement est le plus violent, où l'armée cherche le plus à faire de nous des automates ».

Comment les camarades du comité s'y sont-ils pris pour tourner ce film. Le plus simplement du monde en fait. S'il est théoriquement interdit de filmer ou de photographier sans autorisation dans une enceinte militaire, presque tous les appelés, dans la pratique mettent, à un moment ou à un autre, quelques souvenirs dans leur Kodak. Il suffit alors d'avoir un peu de culot. D'expliquer par exemple au sous-officiers nouvellement muté qu'il est tout à fait traditionnel de filmer la manière dont se déroule la coupe d'incorpo. La matière vient facilement, le tout est de savoir faire le tri.

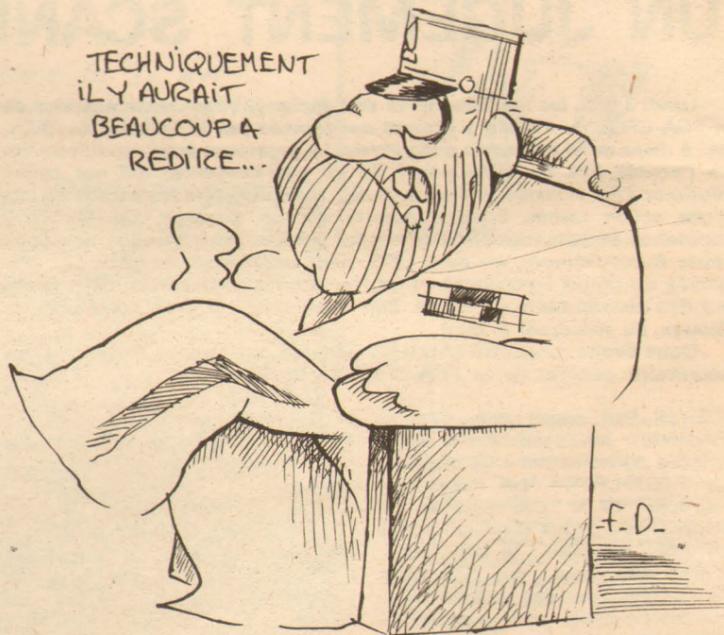
A ce sujet le film est d'une force de démonstration incontestable. Délibérément, les camarades du comité ont choisi de ne montrer que les aspects de la vie quotidienne la plus routinière, la plus banale. Ces

aspects qui, plus que les brimades brutales, permettent de montrer l'oppression que font peser sur les appelés l'encasernement et l'embrigadement. Des choses simples, auxquelles les appelés, au bout de quelques semaines, ne font même plus attention. Pour avoir son courrier, au rapport de midi, il faut sortir des rangs, gueuler son nom, saluer à distance réglementaire du sous-off. La lettre en main on salue encore, on fait un demi-tour-droite on rentre dans les rangs. A la moindre faute : il faut recommencer : c'est d'abord à gueuler de rage, mais si on ne fait pas attention, on s'habitue. Le dimanche matin, quand on n'est pas en perm (il n'y a pas de perm pendant le mois de classe) on a son temps de loisir organisé : la messe ou le foot. Pas d'autre choix. Le ciné, on y va en rangs. C'est ce passage à la moulINETTE des codes et des rites militaire que montre le film. Pas d'effet de style ou de montage, pas de grande déclaration : il suffit de filmer une séance de coupe de cheveux, lors de l'incorporation, pour être fixé. On voit ainsi, que les moindres activités de la vie de caserne n'ont qu'un seul but : dépersonnaliser, humilier. Mieux : faire consentir les appelés à leur dépersonnalisation, à leur humiliation. « Au début on rigole : c'est tellement absurde ! On se paume dans les grades. On ne comprend rien à leur cirque. On ne tarde pas à se retrouver piégé ». Complètement ? « On finit toujours,

pour peu qu'on le veuille, à se retrouver à quelques uns, pour discuter, pour voir comment on peut résister ». Le film montre bien comment ils naissent, ces fameux comités de soldats. La vie des casernes les entraîne aussi sûrement que la nuée l'orage. « Et puis souvent il y a déjà des copains constitués en comité. Ce n'est jamais trop dur de trouver la filière pour les joindre ».

Les objectifs de Cigogne en rogne sont limités, et se définissent comme tels. Pas question, faute de moyens, de faire un film sur le mouvement des soldats, encore moins sur la crise de l'armée. « On voulait contrecarrer l'image de l'armée répandue dans la jeunesse par la hiérarchie et préparer les futurs appelés à la résistance à ce rouleau compresseur. On a choisi de faire un film parce que c'est le moyen de faire connaître partout ce que c'est que l'armée veut cacher ».

Les appelés de Tours ont travaillé en commun avec différents collectifs culturels militants. Le problème qui se pose est maintenant celui de la diffusion. Des artistes, des intellectuels, des associations et des organisations se regroupent actuellement pour qu'elle soit la plus large possible. « C'est le droit le plus légitime des soldats d'informer les futurs conscrits du sort qui leur sera réservé. C'est leur droit le plus légitime de faire connaître ce que la grande muette tente de taire : la gigantes-



que entreprise de démoralisation de la jeunesse, complotée par l'armée de Bigeard ». Ainsi, le film devrait circuler dans les MJC, être pris en charge par les syndicats, les organisations ouvrières.

Cette initiative, la première du genre à notre connaissance doit évidemment être encouragée par tous les moyens, et même doit se développer. Cigogne en rogne, tourné en super 8 doit pouvoir circuler dans les circuits légaux du cinéma. Il faudra sans doute l'imposer comme ce fut le cas pour le film Histoire d'A. Mais l'enjeu est de taille. Au moment où Harris et Sédouy ont toute latitude pour filmer de gentils bidasses bien sélec-

tionnés, ou Schoendorffer le cinéaste à casquette Bigeard se paye le luxe de faire voler quelques supersoniques pour le plaisir de prendre de belles images à la gloire de l'armée (quitte à ce que les avions se cassent la gueule, comme ce fut le cas à Luxeuil, comme l'ont révélé les camarades du comité de soldats), il est particulièrement important que les comités gagnent la bataille de la contre-propagande. Il ne faut négliger aucun effort pour les aider.

JF.V.

Note : Cigogne en rogne sortira « officiellement » dans quelques jours, patronné par différentes personnalités. Des inculpés en vue ?



A Lyon, 140 bidasses sans enthousiasme ont remplacé les chargeurs en grève de la société Monin de ramassage d'ordures (voir Social P.6). Les organisations syndicales CGT et CFDT exigent le retrait de la troupe, le CDA, appelant l'ensemble des anti-militaristes et tout le mouvement ouvrier à organiser dans l'unité la riposte, a démarré dès jeudi une campagne de « PEINTURES » appelant à la solidarité « soldats-éboueurs ».

### La lutte pour le syndicat de soldats : En Allemagne aussi !

Le mouvement des soldats allemands continue sa progression. La participation, pour la première fois, de soldat de la Bundeswehr aux manifestations ouvrières du 1<sup>er</sup> Mai et l'élaboration d'une plate-forme de lutte par certains comités ont été les étapes les plus récentes de cette progression.

Un bulletin de soldats de la Bundeswehr, publié il y a quelques jours Arbeiter in Uniform, précise ces revendications (solde à 700 marks, 6 semaines au moins de permission par an, inclusion du temps de transport dans le temps du service, gratuité des transports, compensation du temps de service passé pendant les week-ends à la caserne, révocabilité des hommes de confiance par les appelés, mais pas par le commandement, droit de réunion pour la troupe pendant le temps de service, hors de la présence de l'encadrement) et avance le thème de la syndicalisation des soldats : « Pour commencer, il faut que tout

les membres des différents syndicats du DGB (le plus important syndicat allemand) qui effectuent leur service se regroupent. Soit la base de leur affectation, soit sur celle de leur origine locale. Il faut aussi que puisse se joindre à eux des soldats qui ne sont pas organisés. Ces groupes doivent se prononcer en faveur des revendications démocratiques des soldats et lutter pour les obtenir par des moyens syndicaux. On voit en Hollande ce qu'on peut obtenir par une telle lutte. Là-bas, les soldats ont leur propre syndicat. Le succès de leur action syndicale est attesté par exemple, par le fait que les soldats hollandais ont la solde la plus élevée de toute l'Europe occidentale. Les soldats doivent soutenir les groupes de soldats-syndiqués, ils doivent par exemple mettre à leur disposition des salles de réunion. Il est enfin du devoir des syndicats de commencer eux-mêmes à mettre sur pied de tels groupes syndicaux ».

### 12 inculpés à Mulhouse

## Les démoralisateurs devant le tribunal le 12 mai

Le 12 mai prochain doivent comparaître devant la chambre correctionnelle de Mulhouse 12 jeunes gens.

Ce qu'on leur reproche ? Rien de moins que outrage et violence à agents, rébellion concertée, port d'arme et inscriptions sur les murs.

Ces délits auraient été commis le 22 janvier dernier, c'est du moins la version de la police. Pour prouver ceci aucune preuve matérielle saisie lors de l'interpellation, seulement des présomptions et le témoignage d'une personne.

L'autre version des faits : Ces douze jeunes mulhousiens assistaient à une réunion (ce qui est leur droit !). A l'issue de celle-ci ils se dirigeaient vers un café de la ville quand ils furent interpellés par un important dispositif (pas moins de 2 fourgons et 5 voitures plus ou moins banalisées). Au moment de l'interpellation ils n'opposèrent aucune résistance sinon passive demandant à juste titre, l'objet de ce déploiement de force de l'ordre et pourquoi ils en étaient les principales victimes. L'attitude de la police fut tout autre (plusieurs témoignages l'attestent). Au moment de l'interpellation, ces jeunes mulhousiens ne possédaient ni armes ni objets pouvant servir d'armes, ni objets permettant d'écrire sur les murs. Deux versions : une est de trop lorsqu'on prétend à la vérité. D'un côté une opération de police ne s'appuyant que sur des présomptions, de l'autre des témoignages de plusieurs personnes. L'absence de toute trace susceptible d'être un début de preuve,

(à noter que les inculpés nient depuis le début tous les faits reprochés).

Qu'est-ce qui a poussé la police à monter une telle opération ? Rappelons nous le contexte : la réunion citée plus haut était organisée par le comité de soutien aux soldats et militants emprisonnés, en vue de l'organisation deux jours plus tard, d'un meeting de protestation. L'ambiance, à l'époque, était à la panique dans certaines sphères du pouvoir : en effet les avocats chargés nationalement de défendre les inculpés (démoralisation de l'armée...) devant la cour de sûreté de l'Etat, venaient de dévoiler le vide des dossiers.

A Mulhouse, le comité développe avec énergie, une campagne en faveur de ces inculpés. Devant le succès prévisible des « 6 heures contre la répression dans l'armée », certains éléments de l'appareil d'Etat pensèrent traverser cette manifestation par différentes méthodes, dont celle qui consiste à interpeler des gens à l'issue d'une réunion.

Nous affirmons qu'il y a provocation en ce sens où, le contexte, la manière, l'esprit, contraignaient le pouvoir à agir à l'encontre du comité de soutien de Mulhouse.

Seul évidemment, le procès pourra faire ressortir l'aspect provocateur de la police ces jours-là.

En conséquence, nous en appelons à l'ensemble de la population et à tous ceux qui défendent les soldats et civils inculpés dans le cadre de l'affaire Gallut. Hier les « antimilitaristes »,

aujourd'hui ceux qui refusent les atteintes aux libertés.

Déjà en décembre dernier, la Cour de Sûreté de l'Etat fut saisie sur le simple énoncé d'opinions supposées.

Le procès du 12 mai constitue une tentative de faire déborder les inculpations d'alors sur les civils qui soutenaient les premiers inculpés.

Nous appelons tous les gens soucieux de l'avenir de leurs libertés et de leurs droits, à participer à la campagne en faveur des 12 inculpés

- en venant notamment à la soirée prévue le 11 mai à 20 H 30, au Rallye Drouot (films, débats, chants...)

- en soutenant financièrement (envoyer chèques libellés au nom de Ohnenstetter-Comité de soutien)

- en assistant le 12 mai à 8 H 30 au procès de nos camarades (rassemblement devant le tribunal de grandes instances).

Comité de soutien de Mulhouse  
4bis, rue Gutenberg  
68 Mulhouse

**crosse en l'air**

JOURNAL DU COMITÉ DE DEFENSE DES APPELÉS

**soldats**

Le 1<sup>er</sup> Mai est la fête internationale des travailleurs. Depuis l'incorporation des soldats, les camarades de Mulhouse ont organisé une manifestation pour le 1<sup>er</sup> Mai. Cette manifestation a été l'occasion de faire connaître aux soldats et civils les conditions de vie dans les casernes et de leur faire connaître les revendications des soldats.

TOUTS DANS LA RUE LE 1<sup>er</sup> MAI / SOLDATS, SANS L'UTILISATION DE ARMES DE TRAVAILLEURS !

COMITÉS DE :

1<sup>er</sup> MAI : 12 H 30 - 14 H 30

1<sup>er</sup> MAI : 18 H 30 - 20 H 30

1<sup>er</sup> MAI : 20 H 30 - 22 H 30

1<sup>er</sup> MAI : 22 H 30 - 00 H 30

1<sup>er</sup> MAI : 00 H 30 - 02 H 30

1<sup>er</sup> MAI : 02 H 30 - 04 H 30

1<sup>er</sup> MAI : 04 H 30 - 06 H 30

1<sup>er</sup> MAI : 06 H 30 - 08 H 30

1<sup>er</sup> MAI : 08 H 30 - 10 H 30

1<sup>er</sup> MAI : 10 H 30 - 12 H 30

1<sup>er</sup> MAI : 12 H 30 - 14 H 30

1<sup>er</sup> MAI : 14 H 30 - 16 H 30

1<sup>er</sup> MAI : 16 H 30 - 18 H 30

1<sup>er</sup> MAI : 18 H 30 - 20 H 30

1<sup>er</sup> MAI : 20 H 30 - 22 H 30

1<sup>er</sup> MAI : 22 H 30 - 00 H 30

1<sup>er</sup> MAI : 00 H 30 - 02 H 30

1<sup>er</sup> MAI : 02 H 30 - 04 H 30

1<sup>er</sup> MAI : 04 H 30 - 06 H 30

1<sup>er</sup> MAI : 06 H 30 - 08 H 30

1<sup>er</sup> MAI : 08 H 30 - 10 H 30

1<sup>er</sup> MAI : 10 H 30 - 12 H 30

1<sup>er</sup> MAI : 12 H 30 - 14 H 30

1<sup>er</sup> MAI : 14 H 30 - 16 H 30

1<sup>er</sup> MAI : 16 H 30 - 18 H 30

1<sup>er</sup> MAI : 18 H 30 - 20 H 30

1<sup>er</sup> MAI : 20 H 30 - 22 H 30

1<sup>er</sup> MAI : 22 H 30 - 00 H 30

1<sup>er</sup> MAI : 00 H 30 - 02 H 30

1<sup>er</sup> MAI : 02 H 30 - 04 H 30

1<sup>er</sup> MAI : 04 H 30 - 06 H 30

1<sup>er</sup> MAI : 06 H 30 - 08 H 30

1<sup>er</sup> MAI : 08 H 30 - 10 H 30

1<sup>er</sup> MAI : 10 H 30 - 12 H 30

1<sup>er</sup> MAI : 12 H 30 - 14 H 30

1<sup>er</sup> MAI : 14 H 30 - 16 H 30

1<sup>er</sup> MAI : 16 H 30 - 18 H 30

1<sup>er</sup> MAI : 18 H 30 - 20 H 30

1<sup>er</sup> MAI : 20 H 30 - 22 H 30

1<sup>er</sup> MAI : 22 H 30 - 00 H 30

1<sup>er</sup> MAI : 00 H 30 - 02 H 30

1<sup>er</sup> MAI : 02 H 30 - 04 H 30

1<sup>er</sup> MAI : 04 H 30 - 06 H 30

1<sup>er</sup> MAI : 06 H 30 - 08 H 30

1<sup>er</sup> MAI : 08 H 30 - 10 H 30

1<sup>er</sup> MAI : 10 H 30 - 12 H 30

1<sup>er</sup> MAI : 12 H 30 - 14 H 30

1<sup>er</sup> MAI : 14 H 30 - 16 H 30

1<sup>er</sup> MAI : 16 H 30 - 18 H 30

1<sup>er</sup> MAI : 18 H 30 - 20 H 30

1<sup>er</sup> MAI : 20 H 30 - 22 H 30

1<sup>er</sup> MAI : 22 H 30 - 00 H 30

1<sup>er</sup> MAI : 00 H 30 - 02 H 30

1<sup>er</sup> MAI : 02 H 30 - 04 H 30

1<sup>er</sup> MAI : 04 H 30 - 06 H 30

1<sup>er</sup> MAI : 06 H 30 - 08 H 30

1<sup>er</sup> MAI : 08 H 30 - 10 H 30

1<sup>er</sup> MAI : 10 H 30 - 12 H 30

1<sup>er</sup> MAI : 12 H 30 - 14 H 30

1<sup>er</sup> MAI : 14 H 30 - 16 H 30

1<sup>er</sup> MAI : 16 H 30 - 18 H 30

1<sup>er</sup> MAI : 18 H 30 - 20 H 30

1<sup>er</sup> MAI : 20 H 30 - 22 H 30

1<sup>er</sup> MAI : 22 H 30 - 00 H 30

1<sup>er</sup> MAI : 00 H 30 - 02 H 30

1<sup>er</sup> MAI : 02 H 30 - 04 H 30

1<sup>er</sup> MAI : 04 H 30 - 06 H 30

1<sup>er</sup> MAI : 06 H 30 - 08 H 30

1<sup>er</sup> MAI : 08 H 30 - 10 H 30

1<sup>er</sup> MAI : 10 H 30 - 12 H 30

1<sup>er</sup> MAI : 12 H 30 - 14 H 30

1<sup>er</sup> MAI : 14 H 30 - 16 H 30

1<sup>er</sup> MAI : 16 H 30 - 18 H 30

1<sup>er</sup> MAI : 18 H 30 - 20 H 30

1<sup>er</sup> MAI : 20 H 30 - 22 H 30

1<sup>er</sup> MAI : 22 H 30 - 00 H 30

1<sup>er</sup> MAI : 00 H 30 - 02 H 30

1<sup>er</sup> MAI : 02 H 30 - 04 H 30

1<sup>er</sup> MAI : 04 H 30 - 06 H 30

1<sup>er</sup> MAI : 06 H 30 - 08 H 30

1<sup>er</sup> MAI : 08 H 30 - 10 H 30

1<sup>er</sup> MAI : 10 H 30 - 12 H 30

1<sup>er</sup> MAI : 12 H 30 - 14 H 30

1<sup>er</sup> MAI : 14 H 30 - 16 H 30

1<sup>er</sup> MAI : 16 H 30 - 18 H 30

1<sup>er</sup> MAI : 18 H 30 - 20 H 30

1<sup>er</sup> MAI : 20 H 30 - 22 H 30

1<sup>er</sup> MAI : 22 H 30 - 00 H 30

1<sup>er</sup> MAI : 00 H 30 - 02 H 30

1<sup>er</sup> MAI : 02 H 30 - 04 H 30

1<sup>er</sup> MAI : 04 H 30 - 06 H 30

1<sup>er</sup> MAI : 06 H 30 - 08 H 30

1<sup>er</sup> MAI : 08 H 30 - 10 H 30

1<sup>er</sup> MAI : 10 H 30 - 12 H 30

1<sup>er</sup> MAI : 12 H 30 - 14 H 30

1<sup>er</sup> MAI : 14 H 30 - 16 H 30

1<sup>er</sup> MAI : 16 H 30 - 18 H 30

1<sup>er</sup> MAI : 18 H 30 - 20 H 30

1<sup>er</sup> MAI : 20 H 30 - 22 H 30

1<sup>er</sup> MAI : 22 H 30 - 00 H 30

1<sup>er</sup> MAI : 00 H 30 - 02 H 30

1<sup>er</sup> MAI : 02 H 30 - 04 H 30

1<sup>er</sup> MAI : 04 H 30 - 06 H 30

1<sup>er</sup> MAI : 06 H 30 - 08 H 30

1<sup>er</sup> MAI : 08 H 30 - 10 H 30

1<sup>er</sup> MAI : 10 H 30 - 12 H 30

1<sup>er</sup> MAI : 12 H 30 - 14 H 30

1<sup>er</sup> MAI : 14 H 30 - 16 H 30

1<sup>er</sup> MAI : 16 H 30 - 18 H 30

1<sup>er</sup> MAI : 18 H 30 - 20 H 30

1<sup>er</sup> MAI : 20 H 30 - 22 H 30

1<sup>er</sup> MAI : 22 H 30 - 00 H 30

1<sup>er</sup> MAI : 00 H 30 - 02 H 30

1<sup>er</sup> MAI : 02 H 30 - 04 H 30

1<sup>er</sup> MAI : 04 H 30 - 06 H 30

1<sup>er</sup> MAI : 06 H 30 - 08 H 30

1<sup>er</sup> MAI : 08 H 30 - 10 H 30

1<sup>er</sup> MAI : 10 H 30 - 12 H 30

1<sup>er</sup> MAI : 12 H 30 - 14 H 30

1<sup>er</sup> MAI : 14 H 30 - 16 H 30

1<sup>er</sup> MAI : 16 H 30 - 18 H 30

1<sup>er</sup> MAI : 18 H 30 - 20 H 30

1<sup>er</sup> MAI : 20 H 30 - 22 H 30

1<sup>er</sup> MAI : 22 H 30 - 00 H 30

1<sup>er</sup> MAI : 00 H 30 - 02 H 30

1<sup>er</sup> MAI : 02 H 30 - 04 H 30

1<sup>er</sup> MAI : 04 H 30 - 06 H 30

1<sup>er</sup> MAI : 06 H 30 - 08 H 30

1<sup>er</sup> MAI : 08 H 30 - 10 H 30

1<sup>er</sup> MAI : 10 H 30 - 12 H 30

1<sup>er</sup> MAI : 12 H 30 - 14 H 30

1<sup>er</sup> MAI : 14 H 30 - 16 H 30

1<sup>er</sup> MAI : 16 H 30 - 18 H 30

1<sup>er</sup> MAI : 18 H 30 - 20 H 30

1<sup>er</sup> MAI : 20 H 30 - 22 H 30

1<sup>er</sup> MAI : 22 H 30 - 00 H 30

1<sup>er</sup> MAI : 00 H 30 - 02 H 30

1<sup>er</sup> MAI : 02 H 30 - 04 H 30

1<sup>er</sup> MAI : 04 H 30 - 06 H 30

1<sup>er</sup> MAI : 06 H 30 - 08 H 30

1<sup>er</sup> MAI : 08 H 30 - 10 H 30

1<sup>er</sup> MAI : 10 H 30 - 12 H 30

1<sup>er</sup> MAI : 12 H 30 - 14 H 30

1<sup>er</sup> MAI : 14 H 30 - 16 H 30

1<sup>er</sup> MAI : 16 H 30 - 18 H 30

1<sup>er</sup> MAI : 18 H 30 - 20 H 30

1<sup>er</sup> MAI : 20 H 30 - 22 H 30

1<sup>er</sup> MAI : 22 H 30 - 00 H 30

1<sup>er</sup> MAI : 00 H 30 - 02 H 30

1<sup>er</sup> MAI : 02 H 30 - 04 H 30

1<sup>er</sup> MAI : 04 H 30 - 06 H 30

1<sup>er</sup> MAI : 06 H 30 - 08 H 30

1<sup>er</sup> MAI : 08 H 30 - 10 H 30

1<sup>er</sup> MAI : 10 H 30 - 12 H 30

1<sup>er</sup> MAI : 12 H 30 - 14 H 30

1<sup>er</sup> MAI : 14 H 30 - 16 H 30

1<sup>er</sup> MAI : 16 H 30 - 18 H 30

1<sup>er</sup> MAI : 18 H 30 - 20 H 30

1<sup>er</sup> MAI : 20 H 30 - 22 H 30

1<sup>er</sup> MAI : 22 H 30 - 00 H 30

1<sup>er</sup> MAI : 00 H 30 - 02 H 30

1<sup>er</sup> MAI : 02 H 30 - 04 H 30

1<sup>er</sup> MAI : 04 H 30 - 06 H 30

1<sup>er</sup> MAI : 06 H 30 - 08 H 30

1<sup>er</sup> MAI : 08 H 30 - 10 H 30

1<sup>er</sup> MAI : 10 H 30 - 12 H 30

1<sup>er</sup> MAI : 12 H 30 - 14 H 30

1<sup>er</sup> MAI : 14 H 30 - 16 H 30

1<sup>er</sup> MAI : 16 H 30 - 18 H 30

1<sup>er</sup> MAI : 18 H 30 - 20 H 30

1<sup>er</sup> MAI : 20 H 30 - 22 H 30

1<sup>er</sup> MAI : 22 H 30 - 00 H 30

1<sup>er</sup> MAI : 00 H 30 - 02 H 30

1<sup>er</sup> MAI : 02 H 30 - 04 H 30

1<sup>er</sup> MAI : 04 H 30 - 06 H 30

1<sup>er</sup> MAI : 06 H 30 - 08 H 30

1<sup>er</sup> MAI : 08 H 30 - 10 H 30

1<sup>er</sup> MAI : 10 H 30 - 12 H 30

1<sup>er</sup> MAI : 12 H 30 - 14 H 30

1<sup>er</sup> MAI : 14 H 30 - 16 H 30

1<sup>er</sup> MAI : 16 H 30 - 18 H 30

1<sup>er</sup> MAI : 18 H 30 - 20 H 30

1<sup>er</sup> MAI : 20 H 30 - 22 H 30

1<sup>er</sup> MAI : 22 H 30 - 00 H 30

1<sup>er</sup> MAI : 00 H 30 - 02 H 30

1<sup>er</sup> MAI : 02 H 30 - 04 H 30

1<sup>er</sup> MAI : 04 H 30 - 06 H 30

1<sup>er</sup> MAI : 06 H 30 - 08 H 30

1<sup>er</sup> MAI : 08 H 30 - 10 H 30

1<sup>er</sup> MAI : 10 H 30 - 12 H 30

1<sup>er</sup> MAI : 12 H 30 - 14 H 30

1<sup>er</sup> MAI : 14 H 30 - 16 H 30

1<sup>er</sup> MAI : 16 H 30 - 18 H 30

1<sup>er</sup> MAI : 18 H 30 - 20 H 30

1<sup>er</sup> MAI : 20 H 30 - 22 H 30

1<sup>er</sup> MAI : 22 H 30 - 00 H 30

1<sup>er</sup> MAI : 00 H 30 - 02 H 30

1<sup>er</sup> MAI : 02 H 30 - 04 H 30

1<sup>er</sup> MAI : 04 H 30 - 06 H 30

1<sup>er</sup> MAI : 06 H 30 - 08 H 30

1<sup>er</sup> MAI : 08 H 30 - 10 H 30

1<sup>er</sup> MAI : 10 H 30 - 12 H 30

1<sup>er</sup> MAI : 12 H 30 - 14 H 30

1<sup>er</sup> MAI : 14 H 30 - 16 H 30

1<sup>er</sup> MAI : 16 H 30 - 18 H 30

1<sup>er</sup> MAI : 18 H 30 - 20 H 30

1<sup>er</sup> MAI : 20 H 30 - 22 H 30

1<sup>er</sup> MAI : 22 H 30 - 00 H 30

1<sup>er</sup> MAI : 00 H 30 - 02 H 30

1<sup>er</sup> MAI : 02 H 30 - 04 H 30

1<sup>er</sup> MAI : 04 H 30 - 06 H 30

1<sup>er</sup> MAI : 06 H 30 - 08 H 30

1<sup>er</sup> MAI : 08 H 30 - 10 H 30

1<sup>er</sup> MAI : 10 H 30 - 12 H 30

1<sup>er</sup> MAI : 12 H 30 - 14 H 30

1<sup>er</sup> MAI : 14 H 30 - 16 H 30

1<sup>er</sup> MAI : 16 H 30 - 18 H 30

1<sup>er</sup> MAI : 18 H 30 - 20 H 30

1<sup>er</sup> MAI : 20 H 30 - 22 H 30

1<sup>er</sup> MAI : 22 H 30 - 00 H 30

1<sup>er</sup> MAI : 00 H 30 - 02 H 30

1<sup>er</sup> MAI : 02 H 30 - 04 H 30

1<sup>er</sup> MAI : 04 H 30 - 06 H 30

1<sup>er</sup> MAI : 06 H 30 - 08 H 30

1<sup>er</sup> MAI : 08 H 30 - 10 H 30

1<sup>er</sup> MAI : 10 H 30 - 12 H 30

1<sup>er</sup> MAI : 12 H 30 - 14 H 30

1<sup>er</sup> MAI : 14 H 30 - 16 H 30

1<sup>er</sup> MAI : 16 H 30 - 18 H 30

1<sup>er</sup> MAI : 18 H 30 - 20 H 30

1<sup>er</sup> MAI : 20 H 30 - 22 H 30

1<sup>er</sup> MAI : 22 H 30 - 00 H 30

1<sup>er</sup> MAI : 00 H 30 - 02 H 30

1<sup>er</sup> MAI : 02 H 30 - 04 H 30

1<sup>er</sup> MAI : 04 H 30 - 06 H 30

1<sup>er</sup> MAI : 06 H 30 - 08 H 30

1<sup>er</sup> MAI : 08 H



## LA LOGIQUE DES NUCLEOPATHES

### 4) L'ÉNERGIE DES TRUSTS CONTRE LES TRAVAILLEURS

Concentrations, fusions, regroupements traduisent la tendance des secteurs industriels liés au nucléaire à élargir le cycle de reproduction du capital à l'échelle mondiale. Plus profondément, cette stratégie capitaliste vise l'adversaire de classe : les forces anti-capitalistes dans le monde.

L'importance stratégique de l'accès aux gisements d'uranium explique la volonté de diversifier géographiquement les concessions, afin de se prémunir contre les mouvements populaires, les luttes de libération nationale, d'éventuelles nationalisations. La vente de centrales clés en mains, c'est le maintien d'une dépendance technologique de type impérialiste : le cas est flagrant lorsque ces centrales sont exportées vers des pays comme l'Iran, l'Égypte... qui disposent sur leur propre territoire d'une source d'énergie inépuisable, abondante : le soleil. La multi-nationalisation, c'est aussi la possibilité d'esquiver les coups portés par les travailleurs : les ouvriers en lutte dans un pays se heurtent à la menace : « Nous allons fermer l'usine et traiter dans un autre pays... ».

En France, la stratégie de dénationalisation qui vise aujourd'hui le CEA, demain certains secteurs de l'EDF, permet de faire assurer tous les risques financiers du programme électronucléaire par l'État. Et elle menace directement les travailleurs.

L'exemple du CEA est éclairant :

de prise de participation en création de filiales, le CEA est aujourd'hui totalement démantelé, les embauches pratiquement stoppées. Dans les secteurs touchés, les licenciements frappent les travailleurs intérimaires qui ont toujours été nombreux au CEA. L'expérience du secteur informatique, filialisé depuis plusieurs années, montre que les agents qui passent en filiales ne conservent leur statut du CEA que provisoirement et se voient imposer de nouvelles conventions collectives moins avantageuses.

Il en résulte aussi une détérioration généralisée des conditions de travail et de sécurité au CEA comme à l'EDF où la direction multiplie les recours à des entreprises privées pour la maintenance des centrales ; les travailleurs de ces entreprises, surtout quand il s'agit d'intérimaire, ne sont pas astreints aux contrôles stricts qu'exige le danger des radiations.

Tout le système de production concerné par l'électro-nucléaire est affecté par l'accélération du programme : dans la métallurgie, par exemple : refus des directions de négocier de retour aux 40 heures ; extension du travail en équipe 3 X 8 ou continu. C'est qu'il faut rentabiliser les installations coûteuses récemment achetées ! Creusot-Loire vient d'acheter une presse de 9000 tonnes (50 millions de francs) un tour de 300t (10 millions). Ce sera demain, pour les métaux aussi, les

risque d'irradiation lorsqu'ils interviendront sur les sites.

Les dangers spécifiques de l'énergie nucléaire accentuent le caractère policier de la société capitaliste : l'exploitation des centrales et des usines de retraitement, le transport et la gestion des matières fissiles et du combustible irradié sont et seront le prétexte à une surveillance policière accrue. Ce qui se passe à Framatome est révélateur : vigiles patronaux, difamation de délégués CGT et CFDT, chantage à la grève... tous les moyens sont bons pour faire respecter l'ordre. Mais n'est-ce pas J.C. Leny lui-même, directeur général de Framatome qui déclare : « pour moi, il est essentiel que les centrales nucléaires à construire soient peu nombreuses, donc de grande taille (...) et exploitées de façon quasi-militaire » (investir 14 mars 1975).

La bourgeoisie joue à fond la carte de la division : entre classes ouvrières de pays différents, entre ouvriers d'entreprises différentes, entre ouvriers d'une même entreprise.

Au CEA, par exemple, malgré l'apparition de formes de luttes nouvelles à l'automne 75 (blocage des routes, manif à l'intérieur des centres de Cadarache et de Saclay, grève bouchon à Marcoule, grève de week-end à la Hague), si la mobilisation est aujourd'hui retombée, c'est d'abord à cause de la diversité apparente des objectifs de lutte entre

différents centres et secteurs, entre différentes catégories de personnel.

Mais, plus généralement, il faut s'interroger sur la stratégie des organisations réformistes, pour lesquelles la satisfaction des revendications va de pair avec la défense du CEA et de la recherche scientifique, et la nationalisation de l'électro-nucléaire. Le PCF insistant sur l'intérêt national, la filière française etc... Le tout serait garanti par un gouvernement appliquant le Programme commun.

Un gouvernement des travailleurs devrait non seulement nationaliser sans indemnisation Creusot-Loire, Péchiney, mais définir de nouvelles voies de croissance économique, de nouvelles voies pour la recherche scientifique et technique... Car la nationalisation ne suffira pas à rendre l'énergie nucléaire propre et sûre.

Cette perspective passe par une lutte pied-à-pied contre tout démantèlement, contre tout licenciement, toute détérioration des conditions de travail. Elle passe par la centralisation des revendications sectorielles et la jonction avec tout le secteur public et nationalisé... Elle suppose enfin une attitude ouverte à l'égard des groupes écologiques qui s'opposent à juste raison au programme électro-nucléaire. La CFDT qui demande maintenant un moratoire de 3 ans, a esquissé un pas important dans le sens.

M. Verdi  
JP. Lesage.

## femmes

### LE SEXISME DIVISE

A Reims aussi des incidents ont éclaté entre le service d'ordre de la CGT et le groupe femmes : insultes sexistes, gestes à l'appui, tout y passe, y compris certaines frictions. L'apparition autonome des femmes a révélé le travail qu'il reste à faire pour lutter contre le sexisme dans la classe ouvrière.

La section CGT-INSEE de Reims a pris position contre ces violences : « La section CGT-INSEE s'élève contre l'agression dont ont été l'objet ses militantes lors de la manifestation du 1<sup>er</sup> mai, agression dirigée par une fraction du PC dans la CGT. La manifestation du 1<sup>er</sup> mai était la fête des travailleurs, la section proteste contre de tels agissements qui, loin de renforcer l'unité de tous les travailleurs face au pouvoir, crée la confusion au sein de l'ensemble de la classe ouvrière. C'est tous ensemble qu'il faut lutter ! ».

### « DU CÔTÉ DES FEMMES »

Semaine du 10 au 16 mai à la MJC de Fresnes (av. du Parc des Sports).

A l'heure où les femmes se disent, s'expriment, en un mot prennent la parole, nous, les femmes de Fresnes, éprouvons le désir de communiquer, d'échanger cette multitude d'idées, ces transformations que nous vivons quotidiennement.

Le projet que nous nous promettons de mettre à jour n'est pas l'aboutissement d'une réflexion faite à l'intérieur d'un groupe de femmes constitué, mais plutôt le fruit de rencontres à travers différentes activités dans la ville.

Il nous semble important que notre parole de femmes soit aussi entendue dans notre cité : Fresnes, ville-dortoir, mais aussi lieu de nombreuses tentatives vers une vie plus collective.

On aimerait que cette semaine soit un lieu de rencontres pour toutes les femmes qui luttent en tant que femmes, qui cherchent leur spécificité de femmes.

Y participeront des femmes qui ont pris en main des moyens d'expression (cinéma, théâtre, vidéo, musique, danse, peinture, photos...). L'espace sera occupé par une crèche, un restaurant, différents lieux d'animation et une salle exclusivement réservée aux femmes.

On voudrait que cette semaine soit l'occasion pour toutes les femmes de donner, de recevoir, d'échanger, d'être ensemble.

Si des femmes désirent participer à la réalisation de la semaine, contactez Françoise au 668 09 87 (le soir).

(pour venir à la MJC, ligne de bus 39 jusqu'à Pasteur... ou 187 Porte d'Orléans, des descendre Carrefour de la Déportation).

Des femmes de Fresnes  
Nous publierons le programme lundi.

**4 heures FEMMES**  
CRÉDIT ASSURÉE

DEBATS  
CHOMAGE EPUISE  
VOL & VIOLENCE  
SEXUALITÉ  
COUPLE  
FÉCONDITÉ  
CONTRACEPTION  
AVORTEMENT  
LIVRES

**8 mai**  
14h-18h

**Salle LANCROY**  
REPUBLIQUE  
BOURGOGNE  
GROUPE FEMMES CREDIT DONNAS, 9<sup>h</sup>, 10<sup>h</sup>, 17<sup>h</sup>, 18<sup>h</sup>

● Samedi 8 mai, à 20h 30 collectif chansons de femmes à la MJC de la Porte de Vanves, Paris 14<sup>e</sup>

● Dimanche 9 mai, cartouche de Vincennes, théâtre de l'Aquarium : « les femmes chantent leur lutte » : des femmes italiennes viennent à Paris rencontrer des femmes qui luttent. Participation aux frais, 6 F.

### 2 500 SOUTIENS AU PETIT BAR

Plus de deux mille cinq cent personnes ont signé dans le Marais la pétition de soutien aux époux Lebet, propriétaires du Petit Bar, qui font la grève de la faim depuis 16 jours pour que leur promoteur cède. Les pétitions ont été déposées hier au bureau du Préfet de Paris par une délégation d'une cinquantaine de personnes, représentants du PC, de l'Intercomité du Marais, du PSU, de Justice et Paix et de la LCR.



Cette affiche nous a été envoyée par le CAN (Comité anti-nucléaire) des Hautes-Pyrénées. Il en existe 6 différentes allant à des prix allant de 7,50F à 0,80 selon le volume de la commande (CAN ; 2, avenue des Roses 63610 Laloubère).

Rectificatif : L'article paru hier sous le titre Profits maximum, risques minimum a été sous-titré par erreur : Extraits d'un document confidentiel de la délégation générale à l'énergie. (Homme le

précisait d'ailleurs une note en bas de page, il a été rédigé en fait d'après une documentation de l'Agence de Presse Réhabilitation Ecologique -APRE-).

## VIANDE A REM

Les biologistes ont défini une unité de mesure des effets du rayonnement sur les tissus humains : le Rem. Les économistes bourgeois, eux, se posent des questions différentes : pourquoi faire des dépenses supplémentaires dans les protections si les doses d'irradiation subies par le personnel restent raisonnables ? Pour avoir une idée globale d'une irradiation collective, ils ont inventé une nouvelle unité : l'homme-rem. C'est le produit du nombre de personnes par la dose reçue par chacune d'entre elles.

Produire de l'électricité, toujours plus, au coût le plus bas, voilà le problème d'EDF, qui par ailleurs, ne doit pas dépasser certaines doses d'irradiation pour le personnel. Ainsi, la direction d'une centrale, d'un atelier, dispose d'une certaine quantité d'h-rem par an. Alors, quand le coût d'une réparation ou d'une manipulation est élevé, il vaut mieux garder son capital d'h-rem (personnel) et faire supporter les irradiations « nécessaires » à d'autres travailleurs qui socialement ont moins de garanties (personnel intérimaire). Ainsi, officiellement : pour les interventions courantes, mille francs est une somme à ne pas dépasser pour économiser un h-rem. dans une situation difficile, la valeur de l'h-rem peut atteindre vingt cinq mille francs, car il faut faire appel à de la main d'œuvre extérieure particulièrement qualifiée. Les économistes appellent cela une analyse coûts-bénéfices.

La viande à rem

Et voici ce que ça donne pour les conditions de travail : au centre de la Hague, qui dépend du CEA, les problèmes de sécurité sont tels que le médecin du travail déclare dans le rapport annuel du comité d'hygiène et de sécurité : « L'augmentation des incidents de contamination en 1974 doit être soulignée et considérée comme une alerte pour 1975 ».

A l'EDF, la situation n'est pas meilleure : pour l'ensemble du personnel d'exploitation, en dix ans (1964-1973), la dose moyenne est passée de 160 à 470 millirems, et la dose maximum annuelle, de 1,5 à 9,3 rems. Or, les doses maximales admissibles fixées par la commission internationale pour la protection radiologique sont de 5 rems par an pour les travailleurs exposés au rayonnement, et de 0,5 rem pour le reste de la population.

La direction d'EDF utilise de plus en plus des entreprises privées pour économiser les h-rem : les travailleurs de ces entreprises ont peu de notions de radio-protection ; le contrôle des doses reçues n'est pas assuré régulièrement ; ainsi, à St Laurent des Eaux, lors des arrêts pour le rechargement du combustible, EDF loue des travailleurs à la SOCIALTRA (sous-filiale de Creusot-Loire)... laquelle les sous-loue à une autre entreprise. Ce sont souvent des étudiants. Du jour au lendemain, ils sont munis d'une carte « DATR » : Directement affecté aux travaux sous rayonnement. Plusieurs fois, des militants syndicaux ont découvert que ces entreprises privées tentaient de faire passer en zone non contrôlée des jeunes de moins de 18 ans, ce qui est formellement interdit. C'est ces travailleurs intérimaires que l'on désigne couramment comme de la viande à rem.

d'après la documentation CFDT.

## Festival du Livre à Nice

### QUELLE UTILITE ?

A côté des stands « classiques » des éditeurs dont la présence est justifiée par un but commercial et publicitaire, il en est d'autres qui, en plus de la vente parfois secondaire, sont là pour faire de la propagande. C'est notamment ce que nous ont dit les animateurs du stand corse, apparu mardi et qui expose seulement le journal *Arriti* et le livre d'Edmond Simeoni qui vient de paraître. Autour d'eux beaucoup de monde, on discute.

Du monde également autour du centre culturel occitan-Pais Nissart qui contraste avec le stand de l'academia Nissarda, vieux fossile aseptisé et replié sur le passé.

Mais où vont-ils donc tous ces gens mis à part les stands déjà cités qui attirent tout de même un certain style de public ? Les préférences du « grand public » vont plutôt comme on pouvait s'y attendre, aux grandes maisons d'éditions qui publient romans à la mode et livres de poche et bien sûr aux bandes dessinées, délaissant les livres luxueux aux prix inabordable (et fluctuant d'un stand à l'autre au gré du nom des auteurs qui dédicacent leurs livres !).

Ici on joue à fond la carte du végétarisme littéraire, chacun exposant d'immenses posters de « ses » auteurs. Deux locomotives émergent cependant : Max Gallo, niçois et auteur de romans historiques mettant en scène Nice, et Ulla présente tous les jours dans un stand tendu de noir où il n'y a que son livre, présenté comme l'événement littéraire de l'année. Elle signe, elle répond aux journalistes, elle se prête à merveille à son rôle. Et les gens viennent la voir, la prostituée célèbre qui a « mené la révolte » de Lyon. Mais n'est-ce pas une autre forme de prostitution qu'elle joue ? C'est l'avis des militantes des éditions des femmes.

On a aussi pensé aux enfants grands consommateurs d'aujourd'hui et de demain. Concours de dessin, jeux et tout un coin animation organisé par la direction de la jeunesse et des sports.

Un stand pour l'Europe, où les enfants venaient dessiner une Europe unie musclée face aux autres pays, un stand de la Côte d'Ivoire avec grand portrait d'Houphouët Boigny et un stand de *L'Action côte d'Azur* le mensuel de Médecin (celui qui a ouvert ses colonnes au PNF) montrent que la politique du gouvernement ne perd pas non plus ses droits au festival.

Que conclure ? On peut surtout se demander l'utilité d'un tel festival pour le public. Car, à part un survol global de tout (ou presque : Maspéro était absent) ce qui est édité en France et dans certains pays présents, le festival n'avait guère d'intérêt, et surtout ne justifiait pas tout le battage qu'on a fait autour pour les éditeurs et pour la promotion de Nice et de son maire évidemment...

## ENTRETIEN AVEC...

### Les éditions des femmes

Pourquoi êtes-vous présentes au festival ?

C'est la deuxième année que nous venons. L'an dernier, c'était l'année de la femme et, en même temps que les festival, se tenait le congrès des femmes écrivains. Il était important pour nous qui avions refusé d'y participer d'être au festival, comme nous allons à d'autres foires du livre pour faire connaître massivement les luttes des femmes à travers leurs pratiques différentes, leurs textes.

Nous sommes intervenues à plusieurs niveaux : collages d'affiches politiques en ville, discussion permanente sur le stand, débat.

Oui, mais ce débat a eu lieu dans les salons d'un grand hôtel.

C'est vrai. Ce n'était pas réellement un choix. Tout au long du festival, on nous a refusé une salle, et nous ne connaissions pas les salles de la ville.

Cette année, vous êtes revenues.

Nous sommes revenues parce que, puisque nous éditons, il n'y a pas de raison de ne pas être au festival. Nous aurions pu ne pas venir, faire un festival parallèle. Mais on a vu à Cannes, par exemple, avec la quinzaine des réalisateurs ou à Avignon que les initiatives parallèles à un festival officiel sont très vite récupérées. Notre apparition est différente. Des femmes que nous éditons sont sur les stands et tout le monde peut discuter avec elles, avec nous. Ici d'ailleurs on ne discute pas de littérature, mais plutôt de luttes.

Il y a beaucoup de monde qui vient discuter ?

Oui. Nous sommes en rupture avec le reste du festival. Nous avons toujours dit que nous n'étions pas des éditeurs, et ça se voit. Il n'y a pas que nous qui le disons.

Et qu'est-ce que vous pensez du festival ? C'est un peu affolant, non ?

C'est une foire commerciale. Elle n'a rien de surprenant. Il n'y a pas grand chose à dire là-dessus...

Correspondant Nices

# au fil de la semaine

## CINEMA

### ADIEU MA JOLIE de Dick Richards

L'univers, le climat, de Raymond Chandler (qui prétend encore qu'il n'est pas l'un des plus grands écrivains américains toutes catégories du siècle ?) se prête à toutes les lectures et à toutes les convoitises. Il fait, dans l'histoire du polar, figure de diagonale. Toujours présent, toujours premier, il épuise totalement la matière même du *thriller*, dictant pour lui seul le cours des choses.

Historiquement, c'est daté, et Richards s'en souvient. L'émerveillement, un sens qu'il faut aussi apprendre à cultiver, vient moins des raisons que le film se donne pour paraître relever d'une sorte de magie de l'image (baroque rétro, couleurs, pellicule traitée au vitriol comme parfois dans le bon vieux temps). Il vient de ce que le film se construit au confluent d'une culture littéraire, d'une culture cinématographique et d'une culture tout court, sautant de souvenirs en souvenirs et d'humeurs en humeurs comme une puce savante peu soucieuse du labyrinthe des codes culturels et historiques.

Hawks acclimait parfaitement ce univers à sa rigueur et à la « minéralité » de Bogart (*Le Grand Sommeil*), Altman, pareillement, à sa nonchalance qui était dans le film (*Le Privé*) telle que sur la gueule de Elliot Gould. Richards part d'un point de vue et d'une méthode contraires. Il acclimate à une lecture de Chandler (donnée comme seule possible, celle de l'instant présent) le fantasme « rétro » que l'on sait.

*Adieu ma jolie*, c'est un peu *L'américain Graffiti* du film noir. Pas un regard frelaté et publicitaire sur la préhistoire des années 70, mais un regard un peu fatigué et ennuyé sur les recommencements jamais chatiés.

P.G.

### L'ODYSSEE DU HINDENBURG de Robert Wise

Utiliser deux modes, marier le film rétro et le film catastrophe, on voit la recette : c'est loupé. Il y a un gag énorme : le film est en couleur, sauf le clou, la catastrophe, l'incendie final, en noir et blanc ! (sous prétexte de nous refiler de vraies vues d'actualité de l'époque). Une description simpliste des affres de conscience des Allemands de bonne volonté en 37 ne rachète pas ce paté indigeste, bien plus lourd que l'air.

P.L.T.

- *L'honneur perdu de Katharina Blum*, Volker Schlöndorff
- *La spirale*, d'Armand Mattelart, Jacqueline Meppiel et Valérie Mayoux
- *Comment Yukong déplaça les montagnes*, de Joris Ivens
- *La terre de la grande promesse*, d'Andrej Wajda
- *La dernière femme*, de Marco Ferreri
- *Le pont de singe*, d'Harris et Sedouy
- *Vol au-dessus d'un nid de coucou*, de Milos Forman
- *Une femme sous influence*, de John Cassavettes

## LIVRES

Aux éditions des femmes

### CLEMENTINE S'EN VA et L'HISTOIRE VRAIE DES BONOBO A LUNETTES d'Adela Turin et Nella Bosnia

Les éditions des femmes s'en vont jouer du côté des petites filles avec une

série d'albums dessinés adaptés d'une édition italienne.

*Clémentine s'en va* et *L'histoire vraie des bonobos à lunettes* racontent l'histoire du passage de la condition féminine à la vie sans condition. Mais ils ne la racontent pas n'importe comment. Nous ne sommes pas des petites filles et mus par d'obscurs désirs de pouvoir, nous essayons de savoir comment ça marche.

Ça marche comme dans les albums pour enfants traditionnels. Les histoires enfantines déplacent : l'homme, la femme dans l'animal, les cadres sociaux dans un no man's land naturel ou gentiment communautaire ; et condensent : sur le déplacement animalier ressortent des traits qui restituent la figure humaine. Ce travestissement n'est bien sûr pas innocent, il fait reconnaître mais édulcore soigneusement : l'animal ainsi traité a perdu les caractères sexuels et acquis les traits civilisateurs, la différence des sexes passe dans le vêtement : Mickey avec sa culotte rouge à gros boutons jaunes, Minnie en tutu approximatif de danseuse.



Les bonobos qui sont des singes, Clémentine la tortue n'échappent pas à cette règle générale de transmutation, mais en prenant le fantasme à la lettre, les deux femmes auteurs de ces histoires le concluent efficacement. Puisque les signes de la différence des sexes ne reposent pas sur une sexualité réelle des personnages, à quoi servent-ils ? Au pouvoir bien sûr, à son assurance comme à sa représentation.

Il se trouve que dans le tribu bonobo le pouvoir est symbolisé par les lunettes, mais « l'usage veut que les bonobées portent un foulard et tombent... » Bien sûr les bonobées vont comprendre et se libérer le chef de l'encombrant ornement, à ce moment là elles sont représentées avec des seins embryonnaires et douées de tous les talents ludiques. La différence inégale des sexes est un fait imagé, codé, symbolique. Il est traité à ce niveau : les histoires sont non didactiques, l'humour, le charme, l'ironie viennent d'un conflit direct avec la B.D. traditionnelle. Les petites filles ont bien le temps d'apprendre le reste.

M.C.

10-18 - série Rouge

### LE TROISIEME AGE DU CAPITALISME

d'Ernest Mandel

Ecrit en 1970/71, publié en Allemagne en 1972, le « troisième âge du capitalisme » d'Ernest Mandel, paraît enfin en français en série économique (3 tomes de 448 pages. L'ouvrage, après avoir expliqué le « boom » économique dont le capitalisme international a pu jouir au sortir de la deuxième guerre mondiale, avait prédit la crise actuelle qui ne fit couler tant d'encre par ailleurs qu'après avoir éclaté. On peut dire de la méthodologie perceptible à éviter deux écueils assez « classiques » : l'« économisme », commun chez les réformistes même les plus ostensiblement marxistes consiste à expliquer les problèmes économiques à leur propre

et seul niveau (la baisse du taux de profit, c'est un rouage économique qui grince, c'est indépendant du politique, du social, du nombre de jours de grève...etc) ; l'« idéologisme », cher aux maoïstes, permet de privilégier de façon abusive les aspects superstructurels, le niveau exclusivement « politique au poste de commande ». Donc, fascisme et défaite du prolétariat européen dans les années 30, nouveau rapports entre pays dits « sous-développés » et impérialisme, raisons du développement systématique des économies d'armement par tous les états bourgeois, sont aussi bien traités que l'innovation technologique, la « planification » capitaliste ou le surdéveloppement du secteur tertiaire. « La crise du déclin du capitalisme s'exprime avant tout par une crise des rapports de production capitaliste et, au delà, par une crise globale de tous les rapports sociaux bourgeois ». Voilà, ni plus ni moins, ce que ces trois volumes s'efforcent de démontrer. Il s'agit donc tout simplement du postulat sur lequel repose notre conviction profonde d'un militantisme indispensable et utile : si le capitalisme possédait en lui des ressources vitales considérables, construire le Parti révolutionnaire serait, pour le moins, incomparablement plus difficile...

J.F. G

A commander à la librairie Rouge. Parution le 25 mai.

Christian Bourgois/Poche

à paraître le 25 mai

### CRITIQUE DU SPORT

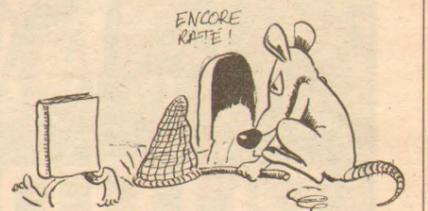
de Jean Marie Brohm

Berlin 1936, Munich 1972, Montréal 1976 et l'apothéose...Moscou 1980 ! Les Jeux Olympiques mobilisent les foules sportives chaque fois davantage encadrées par un appareil policier et militaire impressionnant. Pratique ou spectacle de masse, certes ! Mais les masses vociférantes venues clamer le nationalisme exacerbé ne sont pas là sous leur jour le plus prometteur. Du ministre Missoffe qui conseillait en 68 à Cohn-Bendit d'aller, dans la piscine de Nanterre, calmer ses ardeurs jusqu'à la fabrique industrielle de sportifs qu'est la RDA, les tentatives nationales de sportivisation de la population ont des traits communs : canaliser, dévier l'énergie de la jeunesse, ses tendances à la révolte.

Le recueil d'articles de JM Brohm cherche à critiquer d'un point de vue marxiste la fonction politique et idéologique du sport compétitif de masse, véritable opium du peuple. Gageons que ces thèses seront intensément discutées : ce sera un bien pour les révolutionnaires dont la pratique voire l'idéologie sont en la matière singulièrement (trop) proches de celles des masses en question...

LF.G

### VIENT DE PARAITRE



Editions des femmes

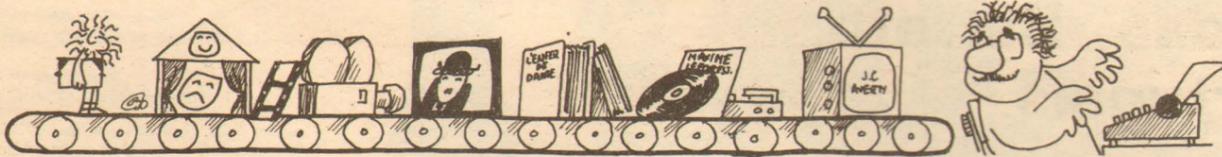
- *Paysanne des marais*, Marie Chamberlain — 20 F.
- *Les messageries*, Evelyne Le Garrec — 12 F.

Payot

- *La gauche communiste en Allemagne (1918-1921)*, Denis Authier, Jean Barrot.

Stock

- *La boutique aux miracles*, Jorge Amado
- *Moi, un officier*, Général
- *La révolution et le pouvoir*, L. Sensaid.



**Le Seuil**  
 ● *Les dossiers noirs du racisme dans le midi de la France*, Bernardi, Dissler, Dugrand, Panzani — 29 F.  
 ● *Salaire au pièces*, Miklos Haraszti — 27 F.  
 ● *L'âge de l'autogestion*, Pierre Rosanvallon — 7,50 F.  
**Maspéro**  
 ● *J'étais deuxième classe dans l'armée républicaine espagnole (1936-1945)*, Lluis Montagut — 50 F.

## MUSIQUE

Pablo-Polydor  
**JOE TURNER**  
**NOBODY IN MIND**

Joe Turner, dit Big Joe, fait partie de cet ensemble de chanteurs de blues appelés « blues shouters » (les gueuleurs de blues) et dont le maître incontesté fut Jimmy Rushing. Apparus dans le courant des années 30 avec les grands orchestres de Kansas City tel celui de Count Basie. Ils surent à l'opposé des chanteurs souvent sirupeux que l'on entendait avec d'autres grands orchestres, apporter toute la chaleur et la rudesse du blues authentique, ce socle de la culture populaire noire aux USA, ce chant où le corps se met en jeu et où la voix n'est pas épurée, polie, « civilisée ».

Jimmy Rushing est mort en 72, mais Joe Turner, à 67 ans, est lui toujours bien vivant, nous offrant les huit blues de ce disque enregistré l'été dernier à Los Angeles. Le gros Joe est là, avec sa voie puissante et généreuse, et son goût pour les rythmes « carrés » qu'il garde de ses débuts avec le pianiste de boogie Pete Johnson. Il est solidement accompagné

par une petite formation où ont l'occasion de s'exprimer assez longuement le guitariste de blues Pee Wee Crayton, le trompettiste Roy Eldridge et Milt Jackson au vibraphone (seule ombre au tableau : le batteur qui ne brille ni par la finesse, ni par l'imagination). Du bon blues : ça ne se refuse pas. (Les amateurs de Big Joe pourront aussi se procurer le disque *The Boss of the blues (Riverboat)*).

P.C.



« Apostrophe » A.S. 375 122

## UN DISQUE BACH AU PIANO

Le microsillon est à l'origine de la redécouverte de très nombreuses pages de musique baroque (à commencer par le Vivaldi des « Quatre saisons ») et d'une activation de la recherche musicologique axée vers le retour aux sources : quel style du temps de l'auteur ? Retrouver ou reconstruire les instruments de l'époque. Efforts louables qui ne vont pas sans préciosité et pédanterie : inutile de froncer les sourcils de connaisseur outragé quand Bach est interprété au piano et non au clavecin ! La dernière partita, le 1<sup>er</sup> concerto italien et la célèbre fantaisie chromatique et fugue sonnent superbement sous les doigts d'Hélène Boschi. Réalisation d'une petite firme alsacienne : Prodisc.

## THEATRE

Au théâtre des Bouffes du Nord  
 209, rue du Faubourg St Denis  
 Jusqu'au 30 mai.

### LES PRODIGES

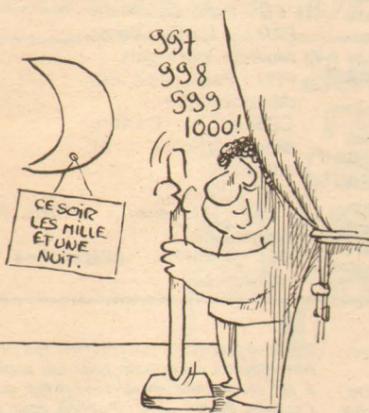
de Jean Vauthier — mise en scène Jacques Rosner

Ici la critique est désarmée : aucune analyse politique, encore moins psychologique. Reste Jean Vauthier et sa vision du monde, mais a-t-on le droit de « critiquer » un poète ? Marc et Gilly : deux amants d'infortune que réunit l'espace d'un instant, l'Argent. Comme dans « L'échange » de Claudel, l'Argent est destructeur, il ronge, il tue même ! La cuisinière de Marc, brûlée vive dans son fourneau en sait quelque chose... L'Argent permet tout excepté le vrai bonheur.

Le lieu scénique, un ancien théâtre à l'italienne complètement éventré, accentue la cruauté des rapports entre Marc et Gilly, ce couple qui finit de se défaire tragiquement devant nous.

*Les prodiges*, c'est un poème à deux voix, sur la condition humaine, la difficulté de vivre. La fin de la pièce l'éclaire : Marc va réapprendre à aimer, à vivre. La mort de la cuisinière a tué le vieux monde.

La mise-en-scène rend toute la démesure des *Prodiges*, la grandiloquence aigrie de Marc (interprété par Pierre Debauche) et la lucidité cruelle de Gilly (magnifiquement jouée par Sylvie Genty).



## UNE SOIREE AVEC LES « MILLE ET UNE NUITS »

L'Iran est suffisamment — et tristement — connu pour ses assassinats politiques. Pourtant, sans vouloir éluder la question politique, on ne peut, si l'on veut connaître un pays, se limiter à des analyses sur l'état d'avancement de la lutte des classes.

Un pays, c'est un peuple, souvent plusieurs : c'est-à-dire des cultures, qui ont une histoire. Et la vie de ces cultures est partie prenante des luttes de ces peuples.

L'Iran moderne est le résultat de nombreuses invasions : Alexandre dans l'Antiquité, bien plus tard, les Arabes, mais surtout, les Turcs et les Mongols. La culture persane domine : le « farsi », ou persan moderne, est la langue des trois quarts de la population de l'Iran. L'influence de cette culture fut énorme : les conquérants Arabes apprirent beaucoup de la Perse. Tous ces envahisseurs se firent une joie de transmettre à d'autres peuples ce qu'ils avaient appris...

Je ne parlerai que d'une partie de ce que se propose de faire connaître à un public français l'ensemble musical des « Mille et une nuits ». Formé, il y a deux ans, à l'initiative d'un étudiant français qui a vécu trois ans en Iran, ce groupe comporte, selon les époques, de quatre à sept jeunes musiciens, étudiants iraniens.

L'analyse qu'ils font est que les options « modernistes » prises par Reza Shah, et reprises par son fils, le souverain actuel, se sont traduites par un abandon, sinon un étouffement de la culture traditionnelle. L'Iranien est souvent aliéné culturellement, dans la mesure où les classes possédantes — donc dominantes — s'imposent à lui comme modèle, alors qu'elles ne cherchent qu'à imiter le mode de vie occidental.

Bien entendu, ces gens-là ignorent ce qu'ils perdent. Car à moins d'être de pierre, on ne peut pas ne pas ne pas ressentir une profonde émotion à écouter cette musique. Il faut dire que la musique persane est une musique modale, c'est-à-dire basée sur un certain nombre de modes : on en compte sept principaux, douze avec leurs dérivés.

### Musique modale

Un mode est une échelle déterminée de notes, repérées par l'intervalle qui les sépare chacune d'une note fondamentale, la tonique. Ce sont ces rapports entre les notes du mode et sa tonique, qui donnent sa « couleur » émotionnelle au mode. Chaque mode porte un nom : « shûr » exprime la tristesse, « maûr » la dignité, « esfahan » la méditation.

Il ne s'agit bien sûr pas de faire un docte cours de musicologie, mais d'apporter quelques notions qui permettent de saisir ce qu'est la musique persane, de comprendre par là ce qui fait qu'elle est perçue de manière si sentimentale. On ne peut se contenter de « prendre son pied » : ce serait là une façon superficielle d'écouter une musique qui appartient à une tradition culturelle autre, une approche égocentrique bien occidentale de cette musique.

En général, un morceau est composé d'une introduction, d'une partie chantée, et d'un final où l'improvisation, permise par la structure modale, joue une grande part. Le mode « shûr », par exemple, qui exprime la tristesse, l'amertume (shûr veut dire « salé » en persan), est joué par les « Mille et une nuits » dans un morceau où l'ouverture est assez lente. Deux violons aux notes traînantes accompagnent celles plus vives, et pourtant empreintes de nostalgie, du santûr. Le santûr est une sorte de cithare dont la caisse, en forme de trapèze, repose à plat sur le sol (repose à plat sur le sol (ou sur une table)). Toutefois, les cordes ne sont pas pincées mais frappées au moyen de deux baguettes terminées par des spatules légèrement recourbées.

La mélodie du santûr est faite de cette mélancolie pleine de lumière, couleur d'une terre rouge et ocre où la rêverie nous fait errer... Le martèlement du zarb, tambour horizontal que l'on appelle encore dombak (« dom » quand on le frappe au centre, « bak » sur le bord), évoque en nous des images de danseurs mystiques qui brassent l'air du tournoiement de leur ferveur.

L'avâz, ou chant, est peut-être le moment le plus bouleversant du morceau. Une voix profonde, violente, nous fait comprendre l'origine des accents pleins de passions malheureuse du flamenco. L'appel du muezzin musulman à la prière doit sans doute aussi de sa mélancolie plaintive aux avâz persans...

Enfin, le final nous emporte dans une sorte de chœur triomphal. Les notes du santûr éclatent, les violons s'élancent dans une dernière et folle envolée, le dombak victorieux semble mener la danse.

Bien sûr, on me reprochera de ne pas avoir dit de quelle culture je parlais, de ne pas avoir dit que cette musique était le privilège, pour l'instant, d'une minorité. Mais changer le monde, c'est aussi faire que les dépossédés se réapproprient cette richesse qui leur est encore refusée...

Reza

Les « mille et une nuits » passeront les jeudi 13, et vendredi 14 mai à 21 heures au Foyer international 93, boulevard Saint-Michel 75005 Paris (entre les métros Luxembourg et Port-Royal)

## samedi

TF 1

- 13.35 Programmes régionaux**  
 Les Bretons de Nantes et de Rennes auront la chance d'entendre Marie Rouanet, une chanteuse occitane. Comme quoi les programmes régionaux peuvent favoriser le rapprochement des peuples...
- 18.50 Magazine Auto-moto**  
 Une émission de Jacques Bonnacarrère sur le grand prix de France.
- 20.00 Journal**
- 20.30 Numéro 1 : les grands enfants**, une émission de Maritie et Gilbert Carpentier avec Jean Yanne, Jacques Martin, Jacqueline Maillan, etc. Ce qu'on appelle la « qualité française », sans doute...

A 2

- 15.30 Jean Wiener.**  
 Un portrait de ce musicien de quatre-vingt ans connu pour ses improvisations au piano sur les « Histoires sans paroles ».
- 18.00 Peplum.**  
 Le magazine de José Artur présente des extraits de pièces de théâtre, notamment la Famille, dont nous disions beaucoup de bien hier, qui se joue à la cour des miracles.
- 20.00 Journal**
- 20.30 Contrefaçons.**  
 Une dramatique d'Abder Isker : une histoire de faux gendarmes et de vrais voleurs, les premiers et les seconds étant eux-mêmes poursuivis par de vrais gendarmes. Une histoire à faire dormir debout Marcellin !

FR 3

- 20.30 Germinal, d'après le roman d'Emile Zola, une création du collectif du Théâtre national de Strasbourg.**  
 Mise-en-scène de Jean-Pierre Vincent. La deuxième partie du spectacle, est le récit de la grève, la libération et la colère ouvrière et la répression patronale. Les chansons, à la manière de Brecht, font partie de la pièce et transforment en « épique » la lutte de Lantier et de ses camarades. Si vous avez manqué la première émission, ne loupez pas celle-ci !

## dimanche

TF 1

- 13.00 Journal**
- 18.15 Charlot brocanteur, un film muet de 1916.**  
 Charlot, le lumpen-prolétaire au grand cœur qui n'a jamais pu s'habituer aux films. Le personnage préféré de Poniatowski, aussi ne manquez pas ce petit-court métrage génial !
- 19.45 Journal**
- 20.30 Le train, un film de Pierre Granier-Deferre (1973).**  
**Avec Romy Schneider et Trintignant.**  
 Décidément Simonon a le vent en poupe ces temps-ci à la télé. Un film bien ficelé sans plus : les aventures ferroviaires pendant la deuxième guerre mondiale, d'un jeune français réformé et myope et d'une jeune fille juive en fuite.
- 22.15 Questionnaire**  
 Olof Palme ou les charmes de la social-démocratie suédoise.

A 2

- 15.00 Rugby : Béziers-Brive, demi-finale du championnat de France.**  
**Les Cavaliers, un western de John Ford avec John Wayne.**  
 On a le droit de regretter *La chevauchée fantastique* ou *La poursuite infernale*...
- 20.00 Journal.**

FR 3

- 20.30 Les visiteurs du dimanche soir : Paroles, elles tournent.**  
 L'émission de Paul Giannoli a pour thème les femmes et le cinéma. Il y aura le meilleur (La fiancée du pirate de Nelly Kaplan) et le pire (Emmanuelle, Calmos, Vadim).
- 22.15 Journal**
- 22.30 L'ange de la rue, un film muet de Frank Borzage avec Charles Farrell, etc.**  
 C'est drôle quand même, un film muet qui se passe à Naples et en Italie...



## Interview de Kalidas Barreto, militant du PS portugais

● R : Justement, cette division comment l'expliques tu ?

K.B. : Il y a eu des expulsions de travailleurs socialistes par des membres du PCP, de leur façon d'agir dans les assemblées syndicales ou dans les assemblées d'usines. J'ai eu bien des fois l'occasion de constater comment opéraient les claques du PCP dans ces assemblées, hurlant et sifflant pour empêcher de parler des militants du PS. Et ces épurations, ces attitudes sectaires ont créé parmi les travailleurs, et surtout parmi les travailleurs les plus récemment politisés, des réflexes tout aussi sectaires. Résultat : il existe maintenant de véritables barrières dressées en plein milieu de la classe ouvrière.

● R : Est-ce irrémédiable ?

K.B. : Non, la situation change et les mentalités évoluent. Une chose est l'attitude des directions politiques, une autre c'est l'unité des travailleurs contre l'ennemi commun, unité qu'ils ressentent de plus en plus comme indispensable à leurs victoires. Ça se passe d'ailleurs de cette façon dans la plupart des luttes quotidiennes.

● R : Mais, tu ne crois pas que la direction du PS est à part au moins égale avec celle du PCP dans la responsabilité de cette situation ?

K.B. : Certes, il y a eu, tout au long du processus, des positions et des initiatives de la part de certains dirigeants du PS avec lesquels je suis en total désaccord. Mais, en vérité, celles-ci ont été couvertes, presque suscitées pour dire, par ce que je viens de décrire sommairement, le « golpisme » du PCP.

● R : « golpisme » ? Tu veux faire allusion aux « barricades » des 18 et 19 juillet appelés par le PCP et l'Intersyndicale contre les rassemblements du PS à Porto et Lisbonne ?

K.B. : Exactement, je me suis senti profondément insulté qu'on appelle un rassemblement convoqué par mon parti « une marche de la réaction » quel qu'en soient les causes. Cela explique les dizaines de milliers de réactions personnelles de ces travailleurs socialistes qui n'ont plus voulu de l'unité avec le PCP. Quand Mario Soares dit que l'alliance avec le PCP c'est la base du PS qui la refuse, ce n'est pas faux.

● R : Mais la condamnation par Soares, cet été, cedu « pouvoir parallèle » face au « pouvoir légal » incarné par les institutions comme la Constituante, c'était bien la défense de l'Etat bourgeois face à celui, à peine naissant des travailleurs.

K.B. : Moi, je suis pour le « pouvoir populaire ». De fait, nous avons, les premiers, appuyé les CT (Commissions de travailleurs) quand la direction du PCP les dénonçait ou condamnait les grèves à la TAP, aux CTT (2), à la fin 74.

Et dans ce climat de division, on peut évidemment faire beaucoup de critiques à la direction du PS. Mais qu'il plaisent ou non, les dirigeants du PS ont été élus démocratiquement en congrès. Notre direction, bonne ou mauvaise, a été élue par un congrès réellement représentatif. Je n'ai rien vu de semblable au congrès du PCP. Voilà pourquoi si on veut l'unité, il faut aussi s'adresser à ces dirigeants ; parce que, d'une certaine manière, ils représentent la base du PS.

● R : Pour revenir aux élections, d'après toi quelles vont être les conséquences au niveau gouvernemental ?

K.B. : Il me semble que le PS va former un gouvernement minoritaire avec ses 35% des voix. Si l'alliance

formelle avec le PCP n'est pour l'instant pas réalisable, il me semble possible que la PCP — je ne dis pas signe un chèque en blanc — appuie la formation d'un tel gouvernement et soutienne toutes les mesures qu'il prendra en faveur de la classe ouvrière et des travailleurs.

● R : Et les autres, c'est le PPD qui les appuierait ?

K.B. : Le projet socialiste n'a rien à voir avec le PPD. Un gouvernement du PS ne devrait pas gouverner en faveur du capitalisme. Pour moi, le PS doit être un parti de gauche, un parti qui défend les intérêts des travailleurs. Dans ces conditions, il peut être appuyé, au moins tacitement par le PCP. Quant aux alliances, la situation peut changer plus tard.

● R : Un gouvernement PS-PCP c'est quand même la seule solution actuelle pour sortir de la crise gouvernementale, encore amplifiée après les élections.

K.B. : Je suis d'accord. Mais depuis le 25 avril 1974, la chose est devenue plus difficile. Si le PCP n'avait pas eu la prétention de tout contrôler bureaucratiquement pendant ces deux années, les positions ne se seraient pas tant cristallisées.

Dans un futur proche, cela peut changer. Autrement, avec la division existante, on ne voit pas comment on pourra maintenir le pays à gauche.

● R : Des dirigeants du Parti socialiste ont affirmé pendant la campagne électorale que le programme de gouvernement du PS ne signifiait pas la destruction du capitalisme. Soares a dit le 27 avril : « Il est nécessaire d'expliquer à la classe ouvrière et aux dirigeants syndicaux qu'ils doivent limiter avec réalisme leurs revendications ». Alors, le socialisme pour lequel tu t'es toujours battu, c'est pour quand ?

K.B. : La collectivisation des grands moyens de production c'est le socialisme. Le programme du PS ce n'est donc pas le socialisme. Mais le contrôle des travailleurs sur la gestion et le fonctionnement des entreprises, l'autogestion qui existe dans certaines usines du pays, c'est une école du socialisme, c'est déjà un progrès sur la route qui y mène, même si le socialisme n'est évidemment pas encore réalisé. C'est notre situation actuelle.

● R : Et le pouvoir politique de la classe ouvrière ?

K.B. : Tout dépend de la mobilisation des travailleurs, de leurs conquêtes. Pour moi, un gouverne-



ment du PS doit servir à favoriser cela. Si nous défendons les nationalisations, le contrôle ouvrier, la réforme agraire, et si tous les acquis de la révolution s'étendent, nous pourrions avancer. Naturellement ça prendra du temps parce que la conscience de classe des travailleurs n'est pas encore assez homogène. Il faut que dans leur majorité ils soient persuadés que le socialisme ne sera pas un socialisme de misère et de restriction des libertés. Pas un « socialisme à l'albanaise » si tu veux.

● R : L'élection présidentielle prochaine pose justement cette question avec force. Le mouvement ouvrier, au travers de ces grands partis, le PS et le PCP, va-t-il appuyer un général, c'est-à-dire un candidat bourgeois ? Pourquoi pas un candidat civil ?

K.B. : Oui, ce serait le mieux. L'idéal serait un candidat imposé par le mouvement ouvrier.

● R : Il y a des gens qui pensent que tu ferais un bon candidat présidentiel.

K.B. : Moi ? Tu me vois en président de la République... Je suis plus utile là où je suis, dans la classe ouvrière, comme militant qui essaie de faire le maximum pour son unité et sa victoire.

● R : Mais l'émancipation des travailleurs ne dépend pas formellement d'un plus ou moins bon président. Comme candidat ouvrier, tu pourrais contribuer à rassembler les travailleurs pour des combats autrement plus décisifs que les élections. Au fond, ce n'est pas très différent des objectifs de ton travail syndical.

K.B. : Je ne crois pas en avoir les capacités. Les gens qui pensent à ma candidature ne connaissent sûrement pas mes nombreux défauts. Mais je suis un militant ouvrier ; la lutte peut prendre des formes différentes : coller une af-

fiche, militer dans un syndicat ou faire un travail politique comme celui que tu évoques. Je suis d'accord. Si je peux servir à consolider l'unité des travailleurs, je serai là. Si on me le demande parce qu'on pense que je peux être utile à ce but, j'envisagerai cette éventualité. Je suis au service de la classe ouvrière. De son unité avant tout.

Propos recueillis par Charles Michaloux, à Lisbonne.

(1) PS : Parti socialiste  
PCP : Parti communiste portugais  
PPD : Parti populaire démocratique  
CDS : Centre démocratique et social.

(2) TAP : Transports aériens portugais  
CTT : Postes télégraphes et téléphones



### courrier

POUR QUATRE PAGES SUPPLEMENTAIRES

Je vous écris pour vous exprimer ma satisfaction quand aux progrès constants réalisés depuis le numéro un et d'avoir appris que prochainement vous allez paraître sur 16 pages. Permettez quelques suggestions... il faut établir des liens de plus en plus avec les lecteurs révolutionnaires... Quelque soit leur « tendance ». J'espère que quatre pages supplémentaires vous permettront de réaliser la mise en place de rubriques particulièrement intéressantes et fructueuses, telles les petites annonces qui jusqu'à présent, font bien défaut dans Rouge...

Enfin, je pense que, un moment ou l'autre, se posera le problème des éditions régionales sui « décentralise-

raient » le quotidien et surtout favoriseraient sa diffusion en province.

Que Rouge vive, progresse, combatte, et hurle avec nous, que les obstacles soient aplanis sans exception, bref, que la graine de la révolution et de la révolte soit semée à tout vent ; tels sont nos plus chers désirs, à nos camarades et à moi.

J-YA (Toulouse)

Une page pour le courrier des lecteurs

Je vous fais une demande pressante pour avoir au moins une page pour le courrier des lecteurs dans Rouge. Sinon il me semble que tout journal, privé de dialogue, de controverse et de remises en questions, ne devient qu'un papier froid, glacial même à tendance technocratique où les seuls journalistes sont habilités à s'exprimer.

P.V. Aix en Provence.

Rouge peut devenir une arme irremplaçable

Rouge quotidien me semble bien parti. S'il évite l'impasse du sectarisme, s'il parvient à être le porte-parole des luttes populaires et de l'ensemble du courant révolutionnaire pour l'autogestion socialiste, il deviendra une arme irremplaçable. Il faut l'aider sans considération de boutique. Ci-joint 200 F (abonnement de 6 mois plus souscription).

Yvan Craipeau

Quel est votre point de vue ?

Il est correct de proposer des tribunes libres aux autres organisations d'ex-

trême-gauche, il faut chercher les points convergents entre tous ceux qui aspirent à la révolution socialiste, mais quand j'achète Rouge c'est d'abord pour connaître le point de vue de votre organisation. Malheureusement, les déclarations politiques de la LCR se font rares (si, une, peut-être, sur un problème mineur) depuis la parution du quotidien. Dois-je penser que les instances de votre organisation n'élaborent plus ?

A.C. Nancy

Des articles de fond pour éviter le superficiel...

Fidèle lecteur de Rouge depuis 68, c'est un immense plaisir que de se trouver tous les matins aux chiottes de la boîte pour lire le quotidien alors que les camarades de travail lisent en majorité le Parisien. C'est vraiment un soutien à notre virulence (ou combativité) que d'avoir des exemples de luttes dans d'autres boîtes ou d'autres pays.

Malgré tout, il y a des critiques à formuler contre le style du canard. Ce n'est pas seulement un journal d'information et il faudrait parfois éviter de trop séparer les rubriques...

Il serait également intéressant de parler, en même temps que la montée révolutionnaire en Europe, de la décrépitude de la citadelle impérialiste avec les révélations liées des scandales de Lockheed, de la CIA, etc...

Dans tous ces cas, en plus de l'actualité, le système qui frappe le plus dans un journal c'est le dossier composé de plusieurs articles de fond sur un thème.

M.R. (Vitry s/seine)

La « justice » règle ses comptes.

JEAN LAPEYRIE  
CONDAMNE

Incarcééré depuis le 28 avril 1976 par son juge d'application des peines, Jean Lapeyrie comparait hier devant le tribunal de Nanterre. L'audience s'est déroulée à huis clos. C'est la loi. Le tribunal n'a pas raté l'occasion de régler un vieux compte avec un des principaux animateurs du Comité d'action des prisonniers. Il a révoqué le sursis de 13 mois de Jean sans motiver aucunement ce jugement qui est contraire à toutes les règles. Jean assurerait lui-même sa défense.